mission inclusion

Revue de presse
1er au 15 juin 2023

Table des matières

Mission inclusion 4

Femme inspirante: Émilie Laguerre (CBC/Radio-Canada) 5

Le Grenier aux Nouvelles - 14 JUIN 2023 – site web 5

Champs d'action au Québec 6

La Maison Oxygène hébergera plus de pères en difficulté 7

Le Canada Français – 1er juin 2023 - p. A14 7

Un marché pour la relève agricole 9

La Presse+ - 5 juin 2023 - p. AFFAIRES_4 9

La Presse - 5 juin 2023 – site web 9

65 organismes des Laurentides rencontrent la ministre Rouleau 11

Journal Le Nord – 7 juin 2023 - p. 19 11

Centraide investit 17 M$ pour soutenir le communautaire 13

Mon Quartier - 8 juin 2023 – site web 13

Un nouveau service pour combattre l'insécurité alimentaire à Alma 15

Le Lac-St-Jean – 12 juin 2023 – site web 15

Crise du logement : la ministre Duranceau promet « une multitude de mesures » 16

Radio-Canada – 14 juin 2023 – site web 16

La ligne d'écoute de nuit d'Interligne sauvée 20

La Presse – 14 juin 2023 – site web 20

Des campements démantelés, d'autres tolérés 22

La Presse+ - 15 juin 2023 - p. ACTUALITÉS_7 22

La Presse – 15 juin 2023 – site web 22

Nouveau service de l'Office d'habitation de Longueuil 25

Les Versants – 15 juin 2023 – site web 25

La crise du logement frappe fort chez les étudiants de Sherbrooke 27

Radio-Canada – 15 juin 2023 – site web 27

Dans la rue malgré 162 visites d'appartement: «Personne ne me donne une crisse de chance» 29

24Heures – 15 juin 2023 – site web 29

Montréal se prépare pour le 1er juillet 32

La Presse – 15 juin 2023 – site web 32

13 infrastructures nourricières nées grâce au LAB Nourrir notre monde en Haute-Gaspésie 34

L'Avantage Gaspésien – 15 juin 2023 – site web 34

S'unir contre la faim dans la MRC des Maskoutains 36

Le Courrier de Saint-Hyacinthe – 15 juin 2023 – p. 20 36

Champs d'action à l'international 38

La suspension de l'aide alimentaire à l'Éthiopie « punit des millions de personnes » 39

AFP (via Jeune Afrique) – 12 juin 2023 – site web 39
Un responsable de la FAO souligne ‘’l’urgence de mettre fin au travail des enfants dans l’agriculture en Afrique’’ 40
Sud Quotidien – 13 juin 2023 – site web 40
Un nouveau record de 110 millions de personnes déplacées de force, notamment à cause du climat 42
RDI – 14 juin 2023 – site web 42
La 11e édition de la journée mondiale du lait pour une cohésion sociale au Burkina Faso 44
Burkina 24 – 15 juin 2023 – site web 44
Burkina Faso : Les atrocités des groupes armés islamistes se multiplient 45
Human Rights Watch – 15 juin 2023 – site web 45

Mission inclusion

Femme inspirante: Émilie Laguerre (CBC/Radio-Canada)
LE GRENIER AUX NOUVELLES - 14 JUIN 2023 – SITE WEB

https://www.grenier.qc.ca/rubriques/femmes-inspirantes/35698/femme-inspirante-emilie-laguerre-cbcradio-canada

Émilie Laguerre (elle), directrice marketing et communications d'affaires, CBC/Radio-Canada
Lorsque je pense à Émilie, l'image d'un fascinant réseau de racines qui oxygène discrètement les variétés d'arbres d'une forêt me vient à l'esprit. Indépendamment du contexte, Émilie a une curiosité incisive pour les humains et les nombreux thèmes qui animent la société. Elle porte au bout de ses bras des défis d'affaires et philanthropiques, grâce à une créativité fine, une rigueur vigoureuse et une bienveillance juste. Ém insuffle de la vitamine au sein d'initiatives, souvent complexes, avec courage et humilité. l'équilibre entre la science et le cœur lui permet de naviguer vers des solutions concrètes et porteuses qui changent le monde à petits coups de génie, au quotidien. - Ingrid Enriquez-Donissaint

Qu'est-ce qui t'inspire? Le Fleuve St-Laurent et les montagnes des Cantons de l'Est.
Un fait inusité : J'ai déjà joué à Pokémon Go dans un parc du Plateau Mont-Royal avec un Immortel de l'Académie Française (merci Dany Laferrière!)

Un compte sur les médias sociaux à surveiller : Je ne saurais que faire sans le compte Instagram de Vanessa Destiné qui à la capacité de m'informer et de me divertir. Grande prêtresse woke et journaliste accomplie, je consomme presque tous ses contenus avec grand plaisir.
As-tu eu un·e mentor·e ? J'ai eu la chance de me faire mentorer par plusieurs figures importantes du domaine du livre québécois. Plus récemment, je profite d'un programme de mentorat créé par CBC/Radio-Canada qui m'a offert la chance inouïe d'être coachée par le formidable Claude Galipeau, vice-président principal, Développement d'entreprise à CBC/Radio-Canada. Je me considère extrêmement privilégiée.

_____
Passionnée de mots, d'image et d'histoire, je m'efforce de contribuer à l'essor et le développement des entreprises d'ici et d'ailleurs depuis plus de 10 ans. Anthropologue de formation, j'ai aussi étudié en communication et en publicité à l'Université de Montréal. Ma carrière a débuté chez Renaud-Bray, où j'ai gravi un à un les échelons entre libraire à temps partiel jusqu'à directrice marketing et communications pour les marques Renaud-Bray et Archambault.

Après 13 ans, j'ai sauté la clôture pour rejoindre les rangs de CBC/Radio-Canada Solutions Média, où j'occupe les fonctions de directrice, marketing et communications d'affaires depuis février 2021. Arrivée en pleine pandémie, j'y ai rencontré des gens passionnés, accueillants et expérimentés qui m'ont fait sentir comme à la maison même si la courbe d'apprentissage ne fut pas facile! Ici, j'ai l'opportunité de faire la promotion des solutions publicitaires offertes sur les réseaux Radio-Canada et CBC sur le plan local et national. Ces dernières années, j'ai joint les conseils d'administration de trois organisations: Les Ateliers Speech, Les Éditions 400 coups ainsi que Mission Inclusion. Puis, en février 2022, j'ai co-fondé le groupe d'affinité Collectif Afro qui réunit les employé·es noir·es francophones de Radio-Canada. Il me reste encore quelques heures par semaine pour lire des romans, regarder des séries et perdre mon temps sur TikTok!

Retour à la table des matières

Champs d’action au Québec

La Maison Oxygène hébergera plus de pères en difficulté
LE CANADA FRANÇAIS – 1ER JUIN 2023 - P. A14

PAR : VALÉRIE LEGAULT

A-14 LE CANADA FRANÇAIS · ACTUALITÉ · www.canadafrancais.com · LE JEUDI 1er JUIN 2023

La Maison Oxygène hébergera plus de pères en difficulté

VALÉRIE LEGAULT

La Maison Oxygène du Haut-Richelieu pourra bientôt héberger davantage de pères en difficulté avec leurs enfants. La ressource d'hébergement temporaire a reçu du gouvernement une aide financière additionnelle de 230 000 $ par an pour les cinq prochaines années afin d'assurer sa continuité.

Famille à Coeur a commencé à offrir de l'hébergement à Saint-Jean-sur-Richelieu en 2018 pour les hommes en situation de vulnérabilité. Sa ressource constituait la 11e Maison Oxygène à l'époque. Il y en a 22 aujourd'hui. C'est dire à quel point les besoins sont grands. « L'objectif est qu'il y en ait deux fois plus d'ici cinq ans », explique Manon-Hélène Desjardins, directrice générale de Famille à Coeur.

Les Maisons Oxygène offrent des services d'hébergement et de soutien pour les pères qui vivent une difficulté personnelle, conjugale ou familiale et qui ont leurs enfants dans le cadre d'une garde exclusive, partagée ou avec droits d'accès, ou encore qui sont en démarche pour les revoir. Elles sont les seules ressources communautaires qui offrent des services d'hébergement aux pères en situation de vulnérabilité.

SIX FAMILLES

Mme Desjardins se réjouit du financement additionnel, ce qui permettra de porter à six le nombre de familles hébergées. « Nous pourrons avoir deux chambres de plus, précise Mme Desjardins, pour un total de 10 lits. »

« Ce financement s'inscrit dans nos efforts pour améliorer la santé mentale et le mieux-être des hommes vulnérables. Les hommes représentent la moitié de notre population. Notre appui aux Maisons Oxygène est primordial afin d'agir en amont et aider les pères en situation de vulnérabilité traversant diverses épreuves telles que des dépendances et les violences familiales. Avec ce financement, on envoie le message suivant aux hommes. Messieurs, les ressources sont là, les Maisons Oxygène sont là, n'hésitez pas à venir chercher de l'aide le temps de reprendre votre souffle », déclare Lionel Carmant, ministre responsable des Services sociaux.

24 HEURES PAR JOUR

En plus d'augmenter sa capacité d'accueil, la Maison Oxygène du Haut-Richelieu pourra assurer une présence en tout temps auprès de sa clientèle. Jusqu'à aujourd'hui, les intervenants étaient seulement sur place le jour.

« La ressource périclent des crises familiales sans nécessairement parler de violence, dit la directrice générale de Famille à Coeur. Elle pourra de prendre du recul tout en diminuant la charge émotive ».

La Maison Oxygène assure une stabilité résidentielle dans une période de grands bouleversements. La quasi-totalité des hommes qui cognent à sa porte, soit environ 85 %, vivent une rupture de leur couple. Ils se retrouvent du jour au lendemain sans toit, confrontés à devenir chez l'un ou chez l'autre.

C'est une forme d'itinérance en soi. « Ils sont souvent privés de leurs enfants. Dans ces circonstances-là, ça devient difficile pour eux d'exercer leur droit de visite, enchaîne Mme Desjardins. Nous leur offrons un espace sécuritaire pour avoir leurs enfants avec eux. »

SÉJOUR

Huit pères et 19 enfants ont habité à la Maison Oxygène au cours de la dernière année. La durée moyenne de séjour est de 72 jours. L'équipe d'intervention est souvent limitée de belles retombées.

Si leurs démarches portent fruit, les pères bénéficient d'un suivi post-hébergement de trois mois. Plusieurs conservent leurs liens avec Famille à Coeur par la suite, qui ce soit par le biais des ateliers ou des fêtes familiales. Ils se créent ainsi un nouveau réseau social et s'investissent dans leur communauté.

Même si la tentative s'avère un échec, la porte n'est pas fermée pour un éventuel retour. Avant d'intégrer la maison, chaque homme se soumet à une rencontre d'évaluation pour s'assurer que les services correspondent bien à ses besoins. Si ce n'est pas le cas, il sera orientée vers la ressource appropriée.

Mme Desjardins, pour un total de 18 lits.» «Ce financement s'inscrit dans nos efforts pour améliorer la santé mentale et le mieux-être des hommes vulnérables. Les hommes représentent la moitié de notre population. Notre appui aux Maisons Oxygène est primordial afin d'agir en amont et aider les pères en situation de vulnérabilité traversant diverses épreuves telles que les dépendances et les violences familiales. Avec ce financement, on envoie le message suivant aux hommes. Messieurs, les ressources sont là, les Maisons Oxygène sont là, n'hésitez pas à venir chercher de l'aide le temps de reprendre votre souffle», déclare Lionel Carmant, ministre responsable des Services sociaux.

24 HEURES PAR JOUR En plus d'augmenter sa capacité d'accueil, la Maison Oxygène du Haut-Richelieu pourra assurer une présence en tout temps auprès de sa clientèle. Jusqu'à aujourd'hui, les intervenants étaient seulement sur place le jour.

«La ressource prévient des crises familiales sans nécessairement parler de violence, dit la directrice générale de Famille à Coeur. Elle permet de prendre du recul tout en diminuant la charge émotive».

La Maison Oxygène assure une stabilité résidentielle dans une période de grands bouleversements. La quasi-totalité des hommes qui cognent à sa porte, soit environ 85%, vivent une rupture de leur couple. Ils se retrouvent du jour au lendemain sans toit, condamnés à dormir chez l'un ou chez l'autre.

C'est une forme d'itinérance en soi. «Ils sont souvent privés de leurs enfants. Dans ces circonstances-là, ça devient difficile pour eux d'exercer leur droit de visite, enchaîne Mme Desjardins. Nous leur offrons un espace sécuritaire pour avoir leurs enfants avec eux.» SÉJOUR Huit pères et 19 enfants ont habité à la Maison Oxygène au cours de la dernière année. La durée moyenne de séjour est de 72 jours. [.équipé d'intervention est souvent témoin de belles réussites.

Si leurs démarches portent fruit, les pères bénéficient d'un suivi post-hébergement de trois mois. Plusieurs conservent leurs liens avec Famille à Coeur par la suite, que ce soit par le biais des ateliers ou des fêtes familiales. Ils se créent ainsi un nouveau réseau social et s'investissent dans leur communauté.

Même si la tentative s'avère un échec, la porte n'est pas fermée pour un éventuel retour. Avant d'intégrer la maison, chaque homme se soumet à une rencontre dévaluation pour s'assurer que les services correspondent bien à ses besoins. Si ce n'est pas le cas, il sera réorienté vers la ressource appropriée.

Retour à la table des matières

Un marché pour la relève agricole

LA PRESSE+ - 5 JUIN 2023 - P. AFFAIRES_4
LA PRESSE - 5 JUIN 2023 – SITE WEB

Par : Stéphanie Bérubé
https://www.lapresse.ca/affaires/2023-06-05/un-marche-pour-la-releve-agricole.php

Le défi pour certains jeunes entrepreneurs agricoles, ce n'est pas de faire pousser des légumes, mais de les vendre.

« Au Québec, on n'a pas un enjeu de production. On travaille beaucoup là-dessus, les politiques sont très orientées autour de la production, mais on a un enjeu de commercialisation », lance Rémi Fournier, qui a une petite entreprise maraîchère à Frelighsburg.

Le défi est donc de rejoindre une certaine clientèle, difficilement accessible en démarrage d'entreprise. Rémi Fournier a participé l'année dernière au programme des Kiosques de la relève qui lui permettait d'avoir une présence au marché Atwater, à tarif réduit.

« Les petites fermes ont peu de moyens et des ressources très limitées. Un programme comme celui-là fait toute la différence », dit le maraîcher qui travaille précisément à développer des formes de commercialisation innovantes.

Sa ferme écologique Au cœur du Pinacle sera donc de retour en ville cette année. Elle ne sera pas seule : une vingtaine de jeunes entreprises agricoles, qui sont en affaires depuis au maximum cinq ans, seront à l'un des cinq Kiosques de la relève.

Le programme a pris racine dans les trois plus importants marchés de la métropole : Maisonneuve, Atwater et Jean-Talon. L'Union des producteurs agricoles (UPA) paye la moitié des frais de location de l'emplacement.

La relève agricole, c'est le présent et l'avenir de notre agriculture et de l'autonomie alimentaire des Québécoises et des Québécois.

Martin Caron, président de l'Union des producteurs agricoles

Le prix courant de la location d'un kiosque dans ces marchés est de 56,50 $, sans égard à la journée.

« Sans ce type d'initiative, impossible d'avoir pignon sur rue dans des endroits chauds comme les marchés publics de Montréal, confie Rémi Fournier. C'est beaucoup trop dispendieux. »

« C'est tellement dispendieux, poursuit l'entrepreneur, que les producteurs sont obligés de compléter leur offre avec un paquet de produits. » Produits qu'ils ne font pas pousser dans leurs champs, cela va de soi.

Plus de flexibilité

La formule proposée a comme grand avantage de permettre aux agriculteurs de réserver un kiosque une seule journée par semaine.

Pour Léandre Raymond-Desjardins, cela fait toute la différence.

Une ferme en démarrage ne peut pas payer un employé pour être au marché.

Léandre Raymond-Desjardins, propriétaire des Jardins de la Fourchette

Ses Jardins de la Fourchette ont été fondés il y a trois ans, à Saint-Janvier, dans les Laurentides. Une journée par semaine, le producteur est au marché Jean-Talon. Il y vend ses légumes : 70 variétés durant la saison entière.

Le producteur a adopté une stratégie de mise en marché avec trois points de vente : les consommateurs directement, par le réseau des Fermiers de famille, les restaurateurs et aux marchés – un marché public de sa région et le kiosque au marché Jean-Talon, où nous l'avons rencontré, vendredi matin.

« Ça nous permet de rencontrer les gens, de construire une clientèle », dit-il, avouant que le marché montréalais est très fréquenté par les chefs, ce qui lui a permis de faire du réseautage imprévu.

Un rôle d'éducation

Rémi Fournier voit un autre bénéfice à cet accès direct à la clientèle urbaine.

« Non seulement ça donne une expérience complètement différente au client, mais ça permet de faire de l'éducation, explique-t-il. Chaque client qui passe permet d'avoir une conversation et d'échanger, de changer les perceptions face à l'alimentation, la disponibilité des produits, d'où ils viennent et comment ils sont faits. C'est vraiment exceptionnel. »

L'année dernière, au total, 23 entreprises agricoles ont participé au programme en se partageant les Kiosques de la relève durant la saison – qui se termine en octobre.

Il y en aura autant cette année. Les fermes qui se sont inscrites font divers légumes, mais certaines se spécialisent en champignons, pousses, ail ou choux. Les entrepreneurs arrivent directement avec leur camion, sans avoir besoin de prévoir du matériel pour installer ou entretenir un kiosque.

« Nous leur avons enlevé tous les freins possibles afin qu'ils puissent venir ici », dit Nicolas Fabien-Ouellet, directeur général des Marchés publics de Montréal.

Selon lui, les habitués des marchés, ceux qui ont leur circuit bien établi lorsqu'ils font leurs courses, remarquent et apprécient les nouveaux venus. En plus des Kiosques de la relève, le marché Jean-Talon offre cette année huit emplacements pour des entreprises qui ne souhaitent pas se commettre à la formule standard qui demande une présence minimale de trois jours par semaine. C'est une autre façon, explique Nicolas Fabien-Ouellet, d'ouvrir la voie à la relève.

Retour à la table des matières

65 organismes des Laurentides rencontrent la ministre Rouleau
JOURNAL LE NORD – 7 JUIN 2023 - P. 19

Par : Marie-Catherine Goudreau

COMMUNAUTÉ

65 organismes des Laurentides rencontrent la ministre Rouleau

Marie-Catherine Goudreau - La ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau, a rencontré 65 organismes des Laurentides, le lundi 5 juin dernier à Sainte-Adèle, dans le cadre de sa tournée des régions du Québec.

« Je rencontre les organismes entre autres pour savoir quelles sont les priorités, mais surtout les solutions », indique Mme Rouleau, en entrevue avec le Journal à la suite de la table ronde. Ainsi, des porte-paroles des organismes ont abordé des enjeux comme l'emploi, le logement, le transport, l'assistance sociale ainsi que l'aide alimentaire. « Il y a eu de belles discussions et de belles propositions. En allant dans chacune des régions, ça me permet de voir les enjeux dans chacune d'entre elles. Les enjeux se ressemblent, mais la façon de les régler est différente d'une place à l'autre », souligne-t-elle.

Le gouvernement du Québec travaille actuellement sur le quatrième plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. « La discussion vient donc alimenter la réflexion pour ce plan, en plus de la consultation publique en ligne », explique la ministre. La consultation publique a lieu jusqu'au 30 juin. Toute la population québécoise est invitée à y participer.

Des problèmes amplifiés par l'inflation

Des membres d'organismes communautaires ont par ailleurs mentionné au Journal qu'ils se sont rendu compte lors de la rencontre : « Ils savent qu'on vit des problèmes, on les a vraiment exposés à vif ! Que ce soit à Saint-Jérôme ou à Mont-Laurier : les mêmes problèmes reviennent partout dans les Laurentides », soutient Olga Bazusky de la Montagnarde d'Espoir à Sainte-Sophie.

« On voit une volonté de leur niveau à vouloir changer les choses. [...] Les difficultés se sont accélérées et amplifiées avec l'inflation et la pandémie. Les problèmes sont juste plus gros et plus chers. Souvent, avec les changements de gouvernement, tu avances et tu recules, alors le rattrapage est d'autant plus complexe. [...] Au moins, on n'a pas de coupures et on peut continuer les projets », indique Diane Richard de la Corporation de développement communautaire (CDC) de la Rivière-du-Nord.

30 ans pour le C.R.C. Curé-Labelle

Le directeur Raymond Colombe et la présidente Louise Gallant

France Poirier - La maison de transition C.R.C. Curé-Labelle soulignait ses 30 ans de fondation la semaine dernière. Dans le cadre d'une activité pour mettre en lumière le travail de son équipe et du conseil d'administration, on a présenté un court bilan de l'organisme.

La présidente du conseil et ancienne mairesse de Sainte-Sophie, Louise Gallant, et le directeur Raymond Colombe, ont pris la parole pour faire un survol des trois dernières décennies.

« Nous avons réussi avec très le mandat pour lequel notre maison de transition existe et brille. Ainsi, le futur s'annonce prometteur et nous sommes fiers du travail accompli. Un ancien résident m'a confié un message que j'aimerais vous partager », a souligné madame Gallant.

« Sans vous, mon accompagnateur, mon porteur de bon conseil, que serais-je devenu ? Sans vous, comment aurais-je pu me surpasser ? Sans vous sur mon chemin, où serais-je maintenant et sans vous, que serait mon futur ? Je n'aurais pas réponses, mais je sais avec certitude ce que j'ai acquis et ce que j'ai développé avec vous. Tout ça parce que j'ai ouvert la bonne porte, celle du C.R.C. et que grâce à vous j'ai eu le désir de me surpasser ».

a-t-il fait savoir à la présidente lors d'une rencontre par l'assaut.

Le directeur a parlé avec fierté du chemin parcouru au fil des ans.

Mission du C.R.C.

Le C.R.C. travaille en collaboration avec ses partenaires correctionnels et communautaires. Il aide à réhabiliter et à la réintégration sociale et judiciaire des personnes contrevenantes qui ont obtenu une certaine forme de libération. Il contribue à réduire la récidive. Fait, il répond aux besoins de sa clientèle en offrant des services adaptés qui facilitent chez le contrevenant la prise en charge de ses responsabilités personnelles, professionnelles et sociales.

Le C.R.C. collabore avec les Services correctionnels du Québec, le Service correctionnel Canada et tous les organismes référés, depuis ou selon, à la réhabilitation et à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

Le C.R.C. Curé-Labelle inc. a débuté ses opérations le 17 avril 1993. Il accueille des adultes masculins qui sont sur une mesure correctionnelle active et qui ont la volonté de s'en sortir, qui éprouvent un besoin d'aide et qui se sentent prêts à s'engager positivement dans une intervention sociale.

RÉFECTION
DU BOULEVARD
DU GRAND-HÉRON
ENTRE LES RUES DE LA RANDONNÉE ET VALMONT
INVESTISSEMENT DE 1,25 M$
TRAVAUX JUSQU'À JUILLET 2023
Ville de SAINT-JÉRÔME
vsj.ca/info-chantiers

-La ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau, a rencontré 65 organismes des Laurentides, le lundi 5 juin dernier à Sainte-Adèle, dans le cadre de sa tournée des régions du Québec.

«Je rencontre les organismes entre autres pour savoir quelles sont les priorités, mais surtout les solutions», indique Mme Rouleau, en entrevue avec le Journal à la suite de la table ronde. Ainsi, des porte-paroles des organismes ont abordé des enjeux comme l'emploi, le logement, le transport, l'assistance sociale ainsi que l'aide alimentaire. «Il y a eu de belles discussions et de belles propositions. En allant dans chacune des régions, ça me permet de voir les enjeux dans chacune d'entre elles. Les enjeux se ressemblent, mais la façon de les régler est différente d'une place à l'autre», souligne-t-elle.

Le gouvernement du Québec travaille actuellement sur le quatrième plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. «La discussion vient donc alimenter la réflexion pour ce plan, en plus de la consultation publique en ligne», explique la ministre. La consultation publique a lieu jusqu'au 30 juin. Toute la population québécoise est invitée à y participer.

Des problèmes amplifiés par l'inflation Des membres d'organismes communautaires ont par ailleurs mentionné au Journal qu'ils se sont sentis écoutés lors de la rencontre. «Ils savent qu'on vit des problèmes, on les a vraiment exposés à vif ! Que ce soit à Saint-Jérôme ou à Mont-Laurier:les mêmes problèmes reviennent partout dans les Laurentides», soutient Olga Bazusky de la Montagne d'Espoir à Sainte-Sophie.

«On voit une volonté de leur niveau à vouloir changer les choses. [...] Les difficultés se sont accélérées et amplifiées avec l'inflation et la pandémie. Les problèmes sont juste plus gros et plus chers. Souvent, avec les changements de gouvernement, tu avances et tu recules, alors le rattrapage est d'autant plus complexe. [...] Au moins, on n'a pas de coupures et on peut continuer les projets», indique Diane Richard de la Corporation de développement communautaire (CDC) de la Rivière-du-Nord.

Retour à la table des matières

Centraide investit 17 M$ pour soutenir le communautaire

MON QUARTIER - 8 JUIN 2023 – SITE WEB

Par : Thomas Verret
https://monquartier.quebec/2023/centraide-investit-17-m-pour-soutenir-le-communautaire/

Centraide annonce un investissement historique de 17 371 041 $ dans 225 organismes et projets communautaires de la grande région de Québec.

Centraide Québec et Chaudière-Appalaches a dévoilé cette somme, jeudi, à l'occasion d'une conférence de presse tenue au Grand Marché. Pour la première fois, le montant amassé dépasse le cap des 17 millions de dollars.

La mobilisation des donateurs et des partenaires n'a jamais été aussi forte. Aucune subvention ne contribue à cette récolte. Tous les dons proviennent de la communauté.

« C'est ça la magie de Centraide. Ensemble, on fait une grande différence », a déclaré la présidente-directrice générale de l'organisation, Isabelle Genest, lors de son allocution.

Tous ces gens étaient réunis pour une très bonne cause. « Soutenir Centraide, c'est transformer un seul don en une force collective plus grande que nature. C'est valoriser l'action communautaire là où les besoins sont les plus grands pour assurer la dignité humaine, et ainsi, ne laisser personne derrière », a ajouté Mme Genest.

Soutien à la mission

En fait, Centraide finance la mission des organismes communautaires.

« On s'engage à les financer sur une période de trois ans », spécifie Mme Genest en entrevue.

Ainsi, un organisme comme le Bureau d'animation et information logement (BAIL) peut se dédier à défendre les intérêts des locataires.

« Ça nous permet de nous libérer et de nous concentrer sur notre mission », a expliqué la coordonnatrice du BAIL, Nicole Dionne, durant sa prise de parole.

En outre, cet appui a permis l'embauche d'une autre personne au BAIL, ce qui porte désormais le nombre d'employés à quatre.

Plus ancienne association de locataires au Québec, le Bureau d'animation et information logement (BAIL) est associé depuis 1974 à Centraide, qui en est le principal bailleur de fonds. « Si on avait pas Centraide, ça serait bien difficile d'être ici aujourd'hui », a affirmé la coordonnatrice de l'organisme Nicole Dionne.
16 nouveaux organismes soutenus
Cette année, Centraide accueille 16 organismes au sein de son réseau, dont Action Chômage de Québec, le Carrefour familial des personnes handicapées et le Centre d'action bénévole de Québec.

L'organisation affiche d'ailleurs une croissance de 45 % de ses investissements dans la communauté depuis cinq ans.

Les demandes explosent

Les organismes soutenus par Centraide agissent sur des enjeux sociaux, tels que la crise du logement, l'isolement social, la sécurité alimentaire, la réussite académique des jeunes, la santé mentale, la pauvreté, l'exclusion, etc. Ceux-ci ont besoin de ressources financières pour améliorer la prestation de services et les conditions de travail de leurs travailleurs, lesquels gagnent des salaires bien en deçà des moyennes du marché.

« La pression est immense sur les organismes communautaire », met en lumière Isabelle Genest.

Cette situation s'aggrave depuis la pandémie et avec la hausse du coût de la vie. Les demandes d'aide fusent de partout.

L'instabilité économique qui prévaut depuis plusieurs mois a ébranlé beaucoup de personnes vivant en situation de vulnérabilité. Par exemple, dans la Capitale-Nationale, 1 locataire sur 4 doit consacrer plus de 30 % de son revenu pour se loger.

En outre, les enjeux de santé mentale, de toxicomanie et d'itinérance ont particulièrement augmenté au cours des dernières années.

« L'itinérance cachée, ça ne se passe plus juste sur des bancs de parc dans Saint-Roch, il y en à Beauport, à Lévis, il y en a partout, fait remarquer Mme Genest. Le visage de la pauvreté change. »

Les organismes communautaires, l'autre première ligne
Quoi qu'il en soit, les organismes communautaires gardent toujours le fort.

« Malgré toute ces turbulences, le réseau communautaire tient le coup », a louangé la PDG de Centraide.

Des milliers de personnes font tourner la roue de l'entraide pour bâtir une société plus juste et équitable. Ce sont des centaines d'entreprises et d'organisations, des milliers de donateurs, sans oublier les bénévoles qui mettent leur cœur au service des autres. « Ensemble, ce qu'on fait, c'est qu'on fait naître l'espoir. Chaque jour, on entretient un lien de solidarité toujours plus fort », a lancé la présidente-directrice générale de Centraide, Isabelle Genest.
La conseillère responsable du développement social et communautaire à la Ville de Québec, Marie-Pierre Boucher, a justement souligné l'importance des organismes communautaires.

« Continuez d'être sur le terrain. On a besoin de vous », a-t-elle lancé.

« Quand le milieu communautaire est présent et s'investit, c'est toute la communauté qui en bénéficie », affirme Marie-Pierre Boucher.
Mme Boucher a aussi rappelé « la responsabilité collective d'agir » pour soutenir les populations vulnérables. « On est tous concernés. Peu importe notre statut social, notre âge, on peut vivre des moments difficiles dans notre vie. Ça peut arriver à tout le monde. On ne peut pas simplement regarder le train passer », estime-t-elle. « Si on n'agit pas maintenant, c'est plus tard qu'on va en voir les répercussions. »

Retour à la table des matières

Un nouveau service pour combattre l'insécurité alimentaire à Alma

LE LAC-ST-JEAN – 12 JUIN 2023 – SITE WEB

https://lelacstjean.com/actualite/un-nouveau-service-pour-combattre-linsecurite-alimentaire-a-alma/

Les personnes vivant de l'insécurité alimentaire ont un nouveau service vers lequel se tourner à Alma. Inauguré la semaine dernière, L'Espace-Partage offre la possibilité de se procurer des denrées alimentaires à coût nul.

L'Espace-Partage consiste en un réfrigérateur installé à l'arrière de l'épicerie communautaire La Maisonnée et dans lequel la population peut déposer des produits alimentaires en tout temps. C'est aussi 24h/24h qu'il est possible d'y récupérer de la nourriture.

L'Espace-Partage permet à la fois de diminuer le gaspillage alimentaire et de venir aux gens dans le besoin. Il n'est par ailleurs pas obligatoire d'y laisser quoi que ce soit en échange de ce qu'on y a pris. Les Almatois sont toutefois invités à y laisser les produits qu'ils ne consommeront pas plutôt que de les jeter, tant que ceux-ci ne sont pas périmés bien sûr.

Il n'y a pas de restrictions, tout le monde peut venir prendre des choses ou en laisser! D'ailleurs, les restaurateurs et les dépanneurs peuvent venir porter leurs surplus. La seule chose qu'on ne prend pas, ce sont des repas préparés à la maison , affirme Karine Routier de la Maison des Familles. Elle précise que l'entretien du réfrigérateur sera hebdomadairement assuré par des bénévoles. Ces derniers s'occuperont également de la rotation des aliments.

L'Espace-Partage est né d'une collaboration entre la Table de concertation en sécurité alimentaire Lac-Saint-Jean-Est, Les Butineurs, En Forme-O-Lac et la Maison des familles. Le projet a notamment pu voir le jour grâce à une aide financière de 5000$ de la part du bureau du député Éric Girard. Les fonds octroyés proviennent du mouvement collectif Mon voisin, je m'en occupe! , initié par le député durant la pandémie.

Ça montre que c'est un fonds d'aide qui a encore toute son importance même si la pandémie est terminée , fait-il valoir.

Un problème croissant

En 2012 au Saguenay-Lac-Saint-Jean, environ 29 000 adultes, soit 13 % des personnes âgées de 18 ans et plus, vivaient de l'insécurité alimentaire, affirme la directrice générale de la Maison des Familles, Karyne Ménard.

Bien qu'elle n'ait pas de statistiques plus récentes sous la main, elle laisse entendre que la situation ne s'est certainement pas améliorée depuis , d'où la pertinence d'un service comme L'Espace-Partage, Éric Girard ajoute que l'inflation a contribué à l'augmentation des cas d'insécurité alimentaire dans la région.

C'est devenu plus difficile pour certaines personnes de se nourrir. Et il faut aussi penser à nos gens qui sont malheureusement dans la rue…

Retour à la table des matières

Crise du logement : la ministre Duranceau promet « une multitude de mesures »
RADIO-CANADA – 14 JUIN 2023 – SITE WEB

Par : Anne Marie Lecomte
https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1987989/quebec-duranceau-crise-logement-maire-centraide-construction

Alors qu'une vingtaine de représentants de la société civile réclament de Québec « des actions concrètes et immédiates » face à la crise du logement, la ministre responsable de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, reconnaît que le projet de loi qu'elle a déposé il y a quelques jours « ne réglera pas tout ».

Le projet de loi, c'est l'une des mesures, et il y aura une multitude de mesures mises de l'avant pour aider en matière d'habitation, a dit la ministre, mercredi, à l'entrée de la réunion du Conseil des ministres à Québec.

France-Élaine Duranceau était appelée à commenter la publication d'une lettre signée par des acteurs du secteur de la construction, de l'immobilier, du milieu communautaire et des élus municipaux. Dans une rare sortie commune, ces derniers ont prévenu, mercredi à Montréal, que la crise du logement s'aggravera si l'on ne s'y attaque pas, dès maintenant, de manière multisectorielle.

Selon le groupe de signataires, la crise est imputable à une offre de logements insuffisante. Et la baisse prévue du nombre de mises en chantier – alors qu'elles devraient être multipliées par trois – laisse présager le pire.

Leur sortie d'aujourd'hui, c'est une bonne chose, a commenté la ministre Duranceau. Il faut continuer d'en parler et tout le monde est conscient qu'il faut accélérer les choses.

« Les municipalités ont leur part à faire. Il y a des permis qui doivent être émis et il faut avoir une vélocité qui est un peu plus grande. »

— Une citation de France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation du Québec

En matière de logement, le Québec connaît actuellement son plus bas taux d'inoccupation (1,7 %) en plus de 20 ans, selon les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) citées dans la lettre au premier ministre Legault.

Parmi les signataires qui veulent d'une seule voix alerter les élus sur la gravité de la situation figurent l'Association de la construction du Québec (ACQ), le Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA) ainsi que des villes comme Montréal, Longueuil, Laval, Québec, en plus de l'organisme Centraide du Grand Montréal.

Personne, seul, n'a la solution, a déclaré mercredi en conférence de presse le PDG de Centraide du Grand Montréal, Claude Pinard. Déplorant l'absence de construction de logements sociaux et abordables, M. Pinard a montré du doigt des édifices à condos qui ne sont pas à la portée de mères de famille monoparentale au salaire modeste.

Le logement est la plus grosse dépense des ménages et, dans le Grand Montréal, 360 000 ménages vont finir le mois dans le négatif, a rappelé M. Pinard. C'est l'énormité des chiffres qui a incité autant de gens aux intérêts variés à mener cette action concertée, a-t-il poursuivi.

Pour s'attaquer à la crise du logement, ça va prendre beaucoup de courage politique et beaucoup de courage organisationnel aussi, selon lui.

La mention du politique n'était pas anodine, car c'est véritablement au gouvernement Legault que l'appel à l'action est lancé. Et le projet de loi déposé vendredi dernier par la ministre Duranceau ne suffit pas, selon l'ex-députée libérale provinciale Isabelle Melançon. La problématique du logement actuellement et de l'habitation, c'est beaucoup plus complexe qu'un projet de loi, a-t-elle insisté.

« Au final, il y a des gens qui souffrent et il y a une industrie qui est ralentie. Et quand l'industrie est ralentie, ça n'aide en rien la crise du logement. »

— Une citation de Isabelle Melançon, PDG de l'Institut de développement urbain du Québec

Est-ce que le gouvernement a trop tardé pour reconnaître le problème? s'est fait demander Mme Melançon en conférence de presse. Assurément, a-t-elle répondu; tant et aussi longtemps qu'on ne nomme pas la crise, c'est difficile de faire face.

Cette crise s'explique par une combinaison de différents facteurs, notamment la rareté de la main-d'œuvre, le prix élevé des matières premières et le bas taux de chômage donnant confiance aux consommateurs, a expliqué Jean-Philippe Meloche, professeur et directeur à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal, sur les ondes d'ICI RDI. Donc, autant l’offre est contrainte, parce qu’il y a des contraintes économiques, autant la demande, elle, est un peu stimulée par cette même contrainte là, a-t-il précisé.

Le gouvernement dit travailler pour augmenter l'offre

Isabelle Melançon a affirmé que le groupe dont elle fait partie n'a pas eu de retour du gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) à la lettre envoyée lundi dernier au premier ministre.

Mercredi, à la suite de la sortie des signataires de la lettre, le cabinet de François Legault a publié la réplique suivante : On doit augmenter l’offre de logement et c’est exactement ce qu’on fait. On doit le faire notamment en collaboration avec les villes et municipalités.

« Avec France-Élaine Duranceau, on s’assure aussi que les programmes soient plus efficaces, plus rapides. » — Une citation de Extrait du message du cabinet de François Legault

Le gouvernement Legault se targue de plus d'avoir investi dans le dernier budget 1 milliard $ de plus en habitation. Enfin, il blâme les précédents gouvernements [qui] se sont traîné les pieds et ont trop peu investi dans des logements abordables.

De son côté, la ministre Duranceau a assuré que 10 000 logements étaient en chantier.

Réactions en rafale

Le directeur général de l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE), Laurent Levesque, salue l'appel à la collaboration lancé par les signataires de la lettre en vue d'établir un portrait clair des besoins en matière de logement au Québec. En ce moment, vous demandez au gouvernement, à des acteurs [...] le nombre de logements qu'il faut construire. Tout le monde a une réponse différente. Il faut se mettre d'accord sur le diagnostic et sur le plan d'action pour y répondre, a-t-il déclaré en entrevue sur les ondes d'ICI RDI.

M. Levesque a souligné que des centaines, voire des milliers d'étudiants se trouvent devant le choix déchirant d'annuler ou reporter leur projet d'études, ou déménager dans une ville en septembre où ils n'ont peut-être pas de logement et vont peut-être se retrouver en situation d'itinérance.

Même son de cloche pour Alexandre Cadieux, coordonnateur du Comité logement Bas-Saint-Laurent : C'est quoi le plan? Elles sont où, les constructions neuves qui s'en viennent pour faire envisager la sortie de crise? Pour vrai, je ne vois pas comment l'an prochain, à pareille date, on pourrait se reparler et espérer que la situation se soit améliorée.

Sébastien Olivier, porte-parole de la Société d'habitation du Québec, s'est dit bien conscient des nombreuses situations pénibles causées par le manque de logement. C'est difficile pour bien des ménages à la grandeur du territoire, mais on essaie de tout mettre en place pour aider le mieux qu'on le peut ces ménages-là avec la période [de déménagement] qui s'annonce.

Du côté du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), la porte-parole Véronique Laflamme a tenu à apporter quelques nuances aux propos de la lettre. Ce n'est pas qu'une question d'offre, la crise du logement, a-t-elle indiqué. C'est une question d'explosion du coût des loyers. C'est la spéculation immobilière aussi. Il faut s'attaquer de façon structurante à ce problème-là.

La ministre Duranceau est désolée

La ministre a été placée sur la défensive cette semaine, après avoir déposé un projet de loi à la toute dernière journée des travaux parlementaires, vendredi dernier. Ce qui a fait dire à la députée solidaire Manon Massé qu'il s'agissait d'un signe que le logement, ce n'est pas important pour le gouvernement Legault.

Au contraire, s'est défendue France-Élaine Duranceau, mercredi. C'était important pour moi de le déposer pendant la première session parlementaire, seulement huit mois après être entrée en poste.

Par ce projet de loi, Mme Duranceau affirme vouloir colmater les failles qui se sont créées au fil des décennies dans le marché locatif résidentiel.

La ministre s'est par ailleurs dite désolée d'avoir paru insensible à la cause des locataires, à la suite d'une déclaration faite vendredi dernier à Noovo. Tu ne peux pas utiliser un droit qui n'est pas le tien, de céder un bail à quelqu'un d'autre, à des termes que tu décides quand ce n'est pas ton immeuble, avait-elle affirmé. Le locataire qui veut faire ça, il faut qu'il investisse en immobilier.

J'étais dans une description juridique et économique des choses, s'est-elle défendue mercredi.

La cession de bail

Décrié tant par des associations de locataires que par des groupes de propriétaires, le projet de loi 31 vise notamment à conférer aux propriétaires le droit de refuser une cession de bail, une mesure à laquelle recourent des locataires pour contrer la hausse des prix locatifs.

Aux yeux de la ministre, la cession de bail a fini par être utilisée d'une manière qui n’avait pas été prévue au départ.

La personne à qui appartient l'immeuble, c'est le propriétaire; c'est lui qui prend les risques, c'est lui qui investit dans l'immeuble, a-t-elle déclaré lundi sur les ondes d'ICI Première. C'est à lui de choisir ses locataires et non de se faire lier avec une tierce partie sans avoir pris part à la discussion.

Avec la collaboration de Philippe Robitaille-Grou

Retour à la table des matières

La ligne d’écoute de nuit d’Interligne sauvée

LA PRESSE – 14 JUIN 2023 – SITE WEB

Par : Lila Dussault
https://www.lapresse.ca/actualites/2023-06-14/la-ligne-d-ecoute-de-nuit-d-interligne-sauvee.php

Soulagement pour la communauté LGBTQ+ : la ligne d’écoute de nuit d’Interligne pourra maintenir ses services grâce à un nouveau financement, et ce, au moment où les personnes LGBTQ+vivent davantage de violence et de détresse, a appris La Presse.

Le financement de l’organisme va presque doubler pour les trois prochaines années. En effet, une nouvelle somme additionnelle de 930 000 $ sur trois ans a été allouée grâce à de l’argent tiré d’une entente entre Québec et Ottawa.

C’est ce qu’a annoncé Martine Biron, ministre responsable de la Lutte contre l’homophobie et la transphobie, dans les locaux d’Interligne à Montréal, mardi. La Presse l’y a rencontrée en compagnie de l’équipe de l’organisme communautaire.

Depuis septembre dernier, la ligne d’écoute Interligne – autrefois Gai Écoute – faisait face à des difficultés importantes. Par manque de financement, le service de nuit menaçait de fermer. Jusqu’à 10 000 appels à l’aide étaient pourtant faits la nuit à cette ligne chaque année.

Lisez« « Interligne, bonsoir » »

Fin mars, une collecte de fonds avait permis à l’organisme d’amasser 98 000 $ et d’éviter la fermeture immédiate du service. Mais ce n’était qu’un « sursis », soulignait alors le directeur, Pascal Vaillancourt.

L’organisme devait impérativement bonifier son financement de base, qui est d’environ 360 000 $ par année. Son directeur estimait alors avoir besoin de 300 000 $ de plus annuellement.

Avec l’annonce de mardi, le souhait de M. Vaillancourt est réalisé. Du moins, pour les trois prochaines années.

On est contents de voir que nos efforts ont porté leurs fruits et ont ouvert les discussions avec le cabinet de Mme Biron, entre autres. Ça vient vraiment nous aider à reprendre notre air.

Pascal Vaillancourt, directeur d’Interligne

« Ça va nous permettre de nous apaiser et de continuer nos conversations aussi avec le cabinet du [ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant], pour peut-être pérenniser notre situation à plus long terme », indique M. Vaillancourt.

« Je vais me battre bec et ongles pour ces droits-là »

En faisant cette annonce, Martine Biron veut lancer un message clair : la lutte contre l’homophobie et la transphobie est une priorité de son cabinet. « Quand j’ai su qu’Interligne n’avait pas son financement, ça m’a préoccupée au plus haut point, souligne-t-elle en entrevue. Je pense que c’est un signal important de ce qu’on a l’intention de faire au sein de la communauté LGBTQ. Nous sommes enchantés de cette nouvelle-là. »

En février dernier, le gouvernement de François Legault avait refusé le dépôt d'une motion proposée par les libéraux qui visait à assurer le financement nécessaire à la survie de la ligne de nuit d'Interligne.

Mais en coulisse, les discussions se sont poursuivies entre l'équipe d'Interligne et celle de M meBiron, notamment par l'entremise de la conseillère politique Catherine Pouliot.

Le financement qui a finalement été accordé à l'organisme provient d'une enveloppe de 5,5 millions de dollars sur quatre ans dans le cadre d'un accord Canada-Québec qui vise à pallier les conséquences de la COVID-19 et à assurer les services post-pandémie.

« Les gens ont le droit de choisir ce qu'ils sont, les gens ont le droit de marcher librement dans la rue et d'être ce qu'ils sont, poursuit M meBiron en entrevue. Et ça, je vais me battre, je vous le dis, bec et ongles pour ces droits-là. On a du travail à faire, on le fait, et on va [continuer] de le faire. »

Plus de détresse et de violence

Cette annonce survient au moment où la violence envers les personnes LGBTQ+est en hausse, constate M. Vaillancourt.

Il y a clairement une lourdeur qui s'est installée [dans les appels qu'on reçoit]. On entend beaucoup de gens en parler, et il y a des gestes de violence qu'on n'avait jamais vus. On a vraiment l'impression de voir un recul en ce moment.

Pascal Vaillancourt, directeur d'Interligne

« Je pense qu'il y a des discours haineux qui ont commencé à être confortables dans la société », ajoute M. Vaillancourt.

M meBiron observe la même tendance, notamment avec le mouvement anti-drag qui a mené à une pétition du Parti conservateur du Québec. Selon elle, cette mouvance prend sa source aux États-Unis, où un « vent d'intolérance s'est levé » depuis le renversement de l'arrêt Roe c. Wade sur le droit à l'avortement, en juin 2022. Les femmes et les minorités, notamment LGBTQ+, en sont les victimes, soutient celle qui est aussi ministre responsable de la Condition féminine.

« Je constate une certaine polarisation que je n'aime pas du tout, remarque M meBiron. Je pense qu'on se sert [du sujet des drags] pour essayer de cliver le discours. »

Dans le contexte, la mission d'Interligne est plus pertinente que jamais, estime M me Biron. « Nos énergies doivent être mises ensemble pour combattre ce type de violence, ce type de haine. »

Retour à la table des matières

Des campements démantelés, d'autres tolérés

LA PRESSE+ - 15 JUIN 2023 - P. ACTUALITÉS_7
LA PRESSE – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

Par : Isabelle Ducas
https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-06-15/itinerance/des-campements-demanteles-d-autres-toleres.php

Les campements de sans-abri se multiplient à Montréal cet été. Certains sont rapidement démantelés, mais d'autres sont tolérés depuis longtemps, puisque la Ville ne semble pas avoir de politique claire à ce sujet.

Mercredi, six personnes qui campaient depuis une semaine au parc du Mont-Royal, près de l'avenue du Parc, ont été évincées et ont dû emballer leurs maigres possessions en vitesse, sous l'œil de deux policiers et d'employés municipaux menaçant de saisir leurs biens.

Pourtant, près de l'autoroute Métropolitaine, dans le quartier Villeray, un sans-abri vit dans une tente depuis six ans sans être inquiété par les autorités. Dans ce secteur, au moins quatre autres campements sont disséminés à différents endroits, cachés dans des bosquets. L'arrondissement a demandé, il y a 10 jours, le retrait des tentes excédentaires qui servaient à de l'entreposage, mais la présence des campeurs est tolérée.

Nulle part où aller

« Les bœufs nous demandent de partir, mais ils ne veulent même pas nous laisser deux heures pour ramasser nos affaires, » dénonce avec colère Bazz, l'un des campeurs du mont Royal, alors qu'il est occupé à entasser son matériel de camping sur une plateforme à roulettes, tentant de tout y faire tenir, comme s'il s'adonnait à une partie de Tetris.

Où voulez-vous qu'on aille ? On va juste se déplacer ailleurs où on sera plus difficiles à trouver.

Bazz, sans-abri qui campait au pied du mont Royal

Dans la rue depuis plusieurs années, Bazz dit avoir campé à une vingtaine d'endroits différents depuis un an.

Il avait reçu vendredi dernier un avis d'éviction, remis par un employé municipal. Du côté de la Ville de Montréal, le commissaire aux personnes en situation d'itinérance, Serge Lareault, assure que les campeurs sont rencontrés par des intervenants, qui les orientent vers des refuges pour itinérants, avant d'être expulsés d'un site.

« Je ne veux rien savoir de leurs refuges, » rétorque Bazz, qui déplore avoir été victime de vols dans ces endroits, où la vie privée n'est pas respectée, dit-il.

Après avoir plié bagage, Kamila et Justin, couple originaire de Toronto, partent de leur côté avec leur chariot de vélo qui déborde. « Pour aller dans un refuge, il faudrait qu'on puisse entreposer nos affaires quelque part, mais ce n'est pas possible, » dit Kamila.

« Tragédie sociale »

Pourquoi Bazz, Kamila et Justin ont-ils été délogés de leur campement, alors que Serge, Ben et Alain, qui ont installé leurs pénates sur des terrains qui jouxtent l'autoroute Métropolitaine, dans Villeray, peuvent y demeurer ? Dans le Sud-Ouest, sur un terrain boisé à côté de la station de métro Place-Saint-Henri, d'autres tentes ont aussi fait leur apparition il y a quelques mois et les habitants des lieux n'ont pas l'intention de partir.

C'est du cas par cas. Quand il n'y a pas de nuisance, on se donne le temps d'agir. On essaie de trouver un équilibre. Mais c'est une tragédie sociale avec laquelle la Ville est prise.

Serge Lareault, commissaire aux personnes en situation d'itinérance à la Ville de Montréal

La Ville reçoit des plaintes de citoyens, qui doivent pouvoir utiliser les parcs, note M. Lareault.

« De toute façon, ce n'est pas une solution sécuritaire ni pérenne que des gens vivent dans des tentes, surtout dans une ville qui a un hiver comme le nôtre, » ajoute-t-il.

Mais quelles solutions ?

Le directeur d'un organisme qui fait du travail de rue, qui ne veut pas être nommé parce qu'il reçoit du financement municipal, dénonce les démantèlements de campements, qu'il qualifie d'« inhumains ».

« Ma question à la Ville c'est : quelles sont les solutions ? En enlevant les tentes, on force juste les gens à dormir à la belle étoile. Tant qu'il n'y a pas de solution, c'est illogique, » s'insurge-t-il, racontant le cas d'un homme qui a dû être hospitalisé après le démantèlement de son campement, tellement il a été désorganisé par cet évènement.

Nous avons parlé à une douzaine de personnes itinérantes pour ce reportage. Toutes sont conscientes qu'elles peuvent déranger, et prennent soin de garder leur emplacement exempt de déchets, comme nous avons pu le constater.

« On garde l'endroit propre, on ne dérange personne ici, » assure Lyzie, rencontrée au campement du mont Royal qu'elle partage avec trois amis. Deux tentes, une grande toile, un hamac, un barbecue, des gants de boxe et un punching bag, des vêtements qui sèchent sur une corde… L'endroit est paisible, sauf pour les ratons laveurs qui viennent parfois fouiller dans les poubelles du groupe.

« Les règlements, ce n'est pas pour moi »

En fumant une cigarette avec Steve, assise devant sa tente, Lyzie explique avoir passé l'hiver dehors, puis avoir intégré le refuge pour itinérants installé dans l'ancien Hôtel-Dieu. « Mais les règlements, ce n'est pas pour moi, » ajoute-t-elle, expliquant qu'elle s'est fait expulser de l'endroit et que ses effets personnels ont été jetés.

Caché dans un bosquet près de l'intersection de l'avenue Christophe-Colomb et du boulevard Crémazie, à l'ombre de l'autoroute Métropolitaine, le campement d'Alain Goyette et de ses deux « co-campeurs » est invisible de la rue. L'homme de 65 ans à la longue barbe blanche garde l'endroit scrupuleusement propre, traquant le moindre détritus transporté par le vent.

La proximité d'une intersection très achalandée lui donne accès à de nombreux automobilistes immobilisés, auprès desquels il quête de quoi se payer à manger. « On se demande pourquoi ils voudraient nous expulser, parce qu'on ne dérange pas », affirme Alain Goyette, installé à cet endroit depuis deux ans.

Les autorités municipales ignorent combien de personnes vivent dans des tentes sur le territoire de Montréal. Une chose est sûre, selon plusieurs intervenants du milieu de l'itinérance : le phénomène est en augmentation, même si les campements n'ont pas la même ampleur que celui qui avait été démantelé rue Notre-Dame, dans Hochelaga-Maisonneuve, en 2020. Ils sont plutôt disséminés à divers endroits sur le territoire.

Tous disent la même chose : « C'est directement lié au manque de logements abordables, sociaux et communautaires. Il n'y a pas de réponse adaptée aux besoins réels de ces personnes, » observe Annie Savage, du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal.

« Ce n'est pas tout le monde qui a le profil pour loger dans un refuge pour sans-abri, même temporairement, » explique Émilie Fortier, du refuge Mission Old Brewery. « Habiter dans le même bâtiment que 200 autres personnes, manger en même temps que tout le monde, suivre un cadre… Quand tu as des problèmes de consommation ou de santé mentale, que tu es en couple ou que tu as un animal, ce n'est pas évident. »

« Certaines personnes ont besoin d'un soutien plus intensif que ce qu'on peut offrir. »

Encadré(s) :

Démantèlement encore reporté sous l'autoroute Ville-Marie

Le campement de sans-abri qui devait être démantelé jeudi, sur un terrain du ministère des Transports du Québec sous l'autoroute Ville-Marie, obtient un nouveau sursis : la décision de la Cour supérieure demandant à la dizaine de campeurs de partir avant le 15 juin a été portée en appel par la Clinique juridique itinérante. La cause a été entendue mardi par la Cour d'appel, qui doit rendre une décision la semaine prochaine. En attendant, l'avis d'éviction est suspendu.

Retour à la table des matières

Nouveau service de l'Office d'habitation de Longueuil
LES VERSANTS – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

https://www.versants.com/actualite/nouveau-service-de-loffice-dhabitation-de-longueuil/

Pour pallier la pénurie de logements abordables, l'Office d'habitation de Longueuil (OHL) met en place, au sein de l'agglomération de Longueuil, un service d'aide à la recherche de logement

Pour pallier la pénurie de logements abordables, l'Office d'habitation de Longueuil (OHL) met en place, au sein de l'agglomération de Longueuil, un service d'aide à la recherche de logement.

L'Office d'habitation de Longueuil a annoncé la semaine dernière qu'une ressource additionnelle vient s'ajouter aux services déjà offerts par l'organisme. Il s'agit du Service d'aide à la recherche de logement (SARL).

Ce service s'ajoute à la gestion des habitations à loyer modique (HLM), aux logements abordables ou encore aux logements privés subventionnés que propose déjà l'OHL.

C'est en fait un service d'aide à la recherche de logement. Le SARL accompagnera les demandeurs en les rencontrant pour cibler leurs besoins et aider à faire des recherches. Nous allons aussi voir avec eux s'ils sont admissibles à s'inscrire pour une demande de logement HLM par exemple, mais il sera difficile dans ce cas de trouver une solution à court terme, car il y a des listes d'attente. Le taux d'inoccupation est très bas , explique au journal Isabelle Dubeau, porte parole de l'OHL.

Aux citoyens de l'agglomération

Le service gratuit, lancé en février, s'adresse aux citoyens de l'agglomération de Longueuil qui sont à la recherche d'un logement, et cela tout au long de l'année.

Le mandat du SARL est d'informer, d'orienter et d'accompagner les ménages qui vivent une situation pouvant les conduire vers l'itinérance ou dont le logement ne correspond plus à leurs besoins et qui souhaitent trouver un logement sur le marché privé.

Le Service d'aide à la recherche de logement, appuyé de nombreux partenaires, dont le Réseau d'Habitations Chez Soi (RHCS), est là pour accompagner les citoyens qui rencontrent des défis dans leur recherche de logement.

En effet, l'équipe du SARL offre un éventail de services en fonction de la situation et des revenus du ménage, comme l'accompagnement personnalisé, le partage d'outils de recherche de logement, la prise de rendez-vous et la possibilité d'accompagnement lors de visites de logements, le référencement vers d'autres ressources de l'agglomération de Longueuil, si nécessaire, l'information sur différents aspects en lien avec la recherche de logement et l'habitation en général.

Comme de nombreux offices d'habitation au Québec, l'OH de Longueuil est maintenant impliqué dans le soutien aux citoyens pour la recherche de logement et nous en sommes bien heureux, étant donné le contexte de pénurie de logements. Ce service sera complémentaire aux services existants dans l'agglomération, sachant que nous avons tous à cœur de mieux soutenir les citoyens dans leur recherche de logement. Aussi, offrir un service sur une base annuelle

permettra d’être présent au-delà du 1er juillet. Actuellement, nous avons une intervenante en soutien au logement, Salomé Oké, et nous sommes à la recherche d’un agent pour venir soutenir les opérations. La demande est déjà très forte et il ne fait aucun doute qu’il y a du travail pour plus d’une personne si nous voulons bien répondre aux citoyens , d’indiquer Catherine Carré, directrice générale.

Afin de venir en aide aux ménages qui seront toujours à la recherche d’un logement à l’approche du 1er juillet 2023, l’équipe de l’Office d’habitation de Longueuil offrira des services d’urgence toutes les fins de semaine et les jours fériés du 17 juin au 16 juillet 2023 inclusivement de 8 h 30 à 16 h.

Les citoyens désirant joindre le Service d’aide à la recherche de logement de l’Office d’habitation de Longueuil peuvent le faire par téléphone au 438 871-1283/450 670-2733, poste 224, ou par courriel au sarl@ohlongueuil.com.

Retour à la table des matières

La crise du logement frappe fort chez les étudiants de Sherbrooke

RADIO-CANADA – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

Le coût élevé des appartements pousse plusieurs étudiants à se tourner vers les résidences, mais les places disponibles sont presque inexistantes.

Les 221 places en résidence au Cégep de Sherbrooke sont déjà occupées pour l'automne.

La moitié des chambres ont été réservées en priorité aux étudiants qui seront de retour à l'automne et les autres ont trouvé preneur en quelques heures seulement. Au total, 220 étudiants figurent sur la liste d'attente.

La situation est similaire pour les 700 chambres du campus de l'Université de Sherbrooke. Il y a actuellement autant de chambres louées que d'étudiants en attente d'une place.

Les étudiants sont redirigés vers des plateformes de location pour trouver un logement, faute de places sur les campus. Les établissements d'étude font appel à la communauté étudiante et à la population de Sherbrooke pour libérer des chambres, mais la demande est grandissante et les logements manquent.

« Pour les étudiants, la situation est identique à l'ensemble de la population du Québec, soit le manque de logements abordables. » — Une citation de Jocelyne Faucher, secrétaire générale et vice-rectrice à la vie étudiante de l'Université de Sherbrooke

Partir, pas simple

Émile Morin a 17 ans et termine son parcours à l'école secondaire du Triolet de Sherbrooke à la fin du mois du juin. À l'automne, il souhaite entamer ses études dans l'est de la province, à Gaspé.

En janvier, j'ai envoyé ma demande pour intégrer le programme de tourisme d'aventure au cégep de la Gaspésie et des Îles. J'ai eu une réponse positive à la fin du mois de mars. Dans la même journée, j'ai fait ma demande pour avoir une chambre dans les résidences. J'ai eu une réponse il y a quatre semaines, dans laquelle on me disait que je n'avais pas de place aux résidences, qu'il y avait trop de personnes qui avaient fait la demande.

Émile et sa famille se sont donc mis à la recherche d'un appartement à proximité du cégep, sans succès. Les logements se font rares et ils sont chers.

Le coût des résidences s'élève à 350 $ par mois. Pour un appartement, un 3 ½, ça peut monter à plus de 900 $. Ce n'est pas une option, se désole la mère d'Émile, Annie Gagnon.

L'adolescent n'est pas seul dans sa situation. Ce sont 75 personnes qui ont dû encaisser des refus aux résidences du Cégep de la Gaspésie et des Îles. Cette instabilité cause du stress chez Émile. J'ai dû relire la lettre de refus une fois ou deux pour être certain d'avoir bien compris, que mon cerveau ne me jouait pas des tours, parce que je n'y croyais pas. De recevoir ce message, ça m'a fâché.

La fédération étudiante collégiale se dit, pour sa part, très préoccupée par la crise. Elle exige que les instances concernées se penchent sur la question.

Une situation qui touche toute la ville
Les étudiants ne sont pas seuls dans leur bateau. Plusieurs résidents de Sherbrooke sont inquiets. À deux semaines du 1er juillet, plusieurs n’ont toujours pas trouver de logis.

Une cinquantaine de personnes se sont présentées ce mercredi matin devant le bureau de Christine Labrie. Ils demandent une commission d’enquête sur le logement. Cette dernière a pris la parole pour supporter les manifestants.

Le taux d'inoccupation était de 0,9 % à Sherbrooke en 2022 selon les chiffres de la Société canadienne d'Hypothèque et de logement. Cette année, le pourcentage pourrait même être encore plus bas. L'Association des locataires de Sherbrooke craint une augmentation de l'itinérance cachée.

La coordonnatrice de la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie, Rosalie Dupont, explique que l'enjeu numéro un, quand on parle de la lutte contre la pauvreté, c’est que les gens sont en train de s'appauvrir et se retrouvent à payer des logements qui sont trop chers ou ne se trouvent tout simplement pas de logement.

La mairesse de Sherbrooke, Évelyne Beaudin, invite les gens à contacter rapidement le service d’aide à la recherche de logements.

Retour à la table des matières

Dans la rue malgré 162 visites d'appartement: «Personne ne me donne une crisse de chance»

24HEURES – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

Par : Mathieu Carbasse
https://www.24heures.ca/2023/06/15/dans-la-rue-malgre-162-visites-dappartement-personne-ne-me-donne-une-crisse-de-chance

Martin Artinian ne boit pas, ne se drogue pas et travaille quand il peut. Il tente aussi depuis l'automne de freiner la progression d'un cancer incurable. Pourtant le soir venu, il dort dans la rue.

C'est de l'autre côté du fleuve, dans un local technique coincé entre Place Longueuil et le boulevard Taschereau, qu'il a élu domicile. Après huit mois d'itinérance, Martin Artinian s'est trouvé un endroit où dormir: une immense bouche d'aération en béton, protégée par une grille qu'il ferme grâce à un cadenas.

Et tant pis si le ronronnement des machines est tel qu'il pourrait même empêcher un narcoleptique de trouver le sommeil.

«Le bruit, ça ne me dérange pas. Oui, ça fait du vacarme, mais c'est tranquille pour dormir», explique-t-il en faisant une rapide présentation des lieux.

Un peu plus haut sur le site, au sommet d'une butte gazonnée, une trentaine d'autres itinérants ont également trouvé refuge. Selon les dires de Martin, le plus vieux aurait 91 ans.

«L'autre soir, il y a un homme qui est passé au feu à cause de son réchaud à gaz qui lui a pété en pleine face alors qu'il se faisait un Kraft Dinner, raconte-t-il en montrant de la main des restes de cendres au sol. Il avait la face brûlée, pauvre lui!»

Mais c'est à peu près tout ce que Martin connait de ses compagnons d'infortune. Il faut dire qu'il ne leur parle pas beaucoup.

«Je ne bois pas, je ne fais pas de drogue. Nous n'avons rien en commun. Je vais juste les voir parfois pour vérifier s'ils n'ont pas fait une overdose. C'est tout», résume le grand et solide bonhomme.

C'est que que Martin se démarque des images tenaces sur le monde de la rue. Il parle un français et un anglais impeccables, il a fait des études, possède un laptop, aime la poésie et lit Patrick Sénécal.

Alors Martin vit seul. Seul, avec son cancer.

Né il y a 43 ans en Alaska d'une mère crie et d'un père québécois venu travailler dans les mines proches de Fairbanks, Martin Artinian (c'est le nom de sa mère) traîne dans sa valise une enfance cabossée: décès de ses parents à un an d'intervalle, placement en orphelinat dès l'âge de 6 ans, famille d'accueil au Québec puis retour à la case orphelinat.

Malgré cette jeunesse qui n'a rien du conte de fées, Martin s'est accroché. Il est parti s'installer en Colombie-Britannique, a même étudié le génie informatique à l'Université Thompson Rivers de Kamloops.

Il s'est finalement installé au Yukon où il a créé sa compagnie de réparation informatique... avant que le couperet tombe en septembre 2020: Martin est atteint d'un lymphome de Burkitt, un cancer rare et agressif, qui touche les ganglions lymphatiques avant de se propager notamment à la moelle épinière.

C'est ce cancer qui l'a conduit au Québec en septembre 2022.

«Quand le diagnostic est tombé, j'ai décidé de venir m'installer au Québec pour recevoir les soins. J'avais déjà ma carte d'assurance maladie, c'était plus simple pour moi», affirme-t-il.

Sauf que son déménagement dans la province ne se passe pas comme prévu. Dans un Québec en proie à une crise du logement sans précédent, impossible pour Martin de se trouver un logement.

«Plus de chance de gagner au 6/49»

«J'ai effectué 162 visites de logement depuis octobre 2022. Mais malheureusement, on est des centaines à chaque fois pour le même studio. Je crois que j'ai plus de chance de gagner au 6/49 que de trouver un logement», plaisante-t-il, peu avare en plaisanteries comme en autodérision.

«C'est pas que je fais pas d'efforts, mais quand tu arrives et qu'il y a 40 personnes en ligne pour le même logement... J'ai ma pension d'invalidité, j'ai mon travail. J'ai un super historique de crédit. Personne ne me donne une crisse de chance.»

Malgré l'itinérance, Martin Artinian arrive en effet à travailler via la plateforme Upwork. Il effectue de petits mandats en informatique (création de sites web, travaux de maintenance, etc.), de quoi lui assurer des revenus réguliers.

«J'ai même fait un mois à 3100$», s'enthousiasme-t-il en montrant fièrement ses états de compte de banque sur son cellulaire.

«Malgré tout ça, je vis quand même dans la rue!»

Depuis qu'il est arrivé au Québec en octobre 2022, Martin Artinian a bien tenté de se tourner vers les organismes communautaires pour obtenir de l'aide.

«Comme je ne me drogue pas, que je n'ai pas de problème de santé mentale, que j'ai des revenus, ils me disent qu'ils ne peuvent pas vraiment m'aider, regrette-t-il. Et puis, ils me partagent les mêmes annonces que moi je trouve sur MarketPlace!»

Il a aussi essayé les refuges de la région métropolitaine. Il n'en garde pas un très bon souvenir.

«Halte du Coin, Old Brewery Mission, Maison du père, Maison Bon Accueil... Ce sont tous des refuges d'urgence. Tu attends jusqu'à 8h le soir pour avoir un lit de camp, 300 personnes dans un sous-sol qui se lavent à moitié. Ça crie, ça se drogue, ça se vole», explique d'ailleurs Martin dans une vidéo partagée sur TikTok, le 8 juin dernier.

Parce qu’en attendant de trouver de l’aide, en attendant de trouver un toit, Martin documente son quotidien sur le réseau social, sa manière à lui de résister et de partager son histoire, lui qui se dit bouffé par la solitude. TikTok est devenu son refuge, son espace de socialisation. C’est d’ailleurs grâce à TikTok que 24 heures a découvert Martin et son histoire.

Suivi au CHUM pour traiter son cancer, Martin a reçu une bonne nouvelle vendredi dernier. Son lymphome est en dormance, «indolent», comme lui a confié l’infirmière. Mais il n’est pas tiré d’affaire pour autant.

«On peut stabiliser la maladie mais il n’existe pas de cure pour ça. Mon médecin m'a donné entre 5 et 10 ans à vivre», affirme-t-il.

Il espère juste ne pas les passer dans la rue.

Retour à la table des matières

Montréal se prépare pour le 1er juillet
LA PRESSE – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

Par : Isabelle Ducas
https://www.lapresse.ca/actualites/2023-06-15/assistance-aux-menages/montreal-se-prepare-pour-le-1er-juillet.php

Montréal ne prévoit pas de vague de sans-logis au 1 er juillet, mais la Ville se prépare à prêter assistance à quelques centaines de ménages qui n'auront pas trouvé de nouveau logement.

« Actuellement, depuis le début de 2023, 314 ménages dans le besoin nous ont contactés pour des enjeux de perte de logement, alors qu'il y en avait eu 386 l'an passé » à la même période, a indiqué le directeur de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), Vincent Brossard, jeudi en conférence de presse.

De ce nombre, 61 reçoivent un accompagnement plus soutenu, parce qu'ils ont perdu leur logement ou sont sur le point de le perdre, tandis que sept sont actuellement hébergés à l'hôtel parce qu'ils sont sans logis.

Depuis le début de l'année, 39 ménages ont bénéficié du service d'hébergement d'urgence, comparativement à 25 à la même période l'année dernière.

La Ville s'attend à devoir offrir de l'hébergement d'urgence à de 30 à 40 ménages au 1 erjuillet.

Au cours de l'année 2022, 136 ménages ont eu recours à l'hébergement d'urgence à différents moments, généralement pour quelques semaines.

Plus vulnérables

Selon Vincent Brossard, les ménages qui demandent de l'aide sont maintenant plus vulnérables et ont souvent besoin d'hébergement pendant une plus longue période.

« Ce ne sont pas que les ménages à faible revenu qui ont du mal à se loger, mais aussi les familles de classe moyenne », souligne Benoit Dorais, responsable de l'habitation au comité exécutif. « La crise du logement provoque une suite de drames humains tout au long de l'année » et non seulement le 1 erjuillet, ajoute-t-il.

La conférence de presse s'est tenue dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, dans un secteur où le revenu médian des ménages est de 29 000 $ par année, a noté le maire de l'arrondissement, Pierre Lessard-Blais. « Avec un tel revenu, quand vous perdez votre quatre et demie à 700 $ par mois, c'est impossible d'en trouver un autre, a-t-il souligné. Les gens doivent déménager à l'extérieur de Montréal. »

Dans l'immédiat, les personnes qui ont besoin d'aide pour trouver un nouveau logement peuvent appeler le 311, où elles seront dirigées vers les bonnes ressources dans leur secteur.

Mais au-delà de l'urgence, « il faut s'attaquer à la crise de façon durable. Il faut faire de la prévention, construire, construire, construire, et préserver le parc de logements abordables »,

lance M. Dorais, faisant appel à Québec et à Ottawa pour que le financement nécessaire soit au rendez-vous.

Dans les prochains mois, l'OMHM prévoit de remettre sur le marché environ 800 logements dans ses HLM, qui pourront être assignés à certains des 24 000 ménages qui se trouvent sur sa liste d'attente, a indiqué Valérie Rhême, responsable des communications de l'OMHM. Plus de 300 de ces logements sont en rénovation et devraient être prêts à l'occupation d'ici l'automne. L'organisme travaille aussi à rattraper le retard accumulé depuis le début de la pandémie dans la distribution des logements libres, qu'il faut pouvoir attribuer aux bonnes personnes.

Retour à la table des matières

13 infrastructures nourricières nées grâce au LAB Nourrir notre monde en Haute-Gaspésie

L'AVANTAGE GASPÉSIEN – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

https://www.lavantagegaspesien.com/article/2023/06/15/13-infrastructures-nourricieres-nees-grace-au-lab-nourrir-notre-monde-en-haute-gaspesie

Après trois ans d'activités, le LAB Nourrir notre monde a tenu son bilan au cours duquel l'ensemble des projets réalisés pendant le mandat ont été présentés au grand public.

Ce projet-pilote financé au coût de 800 000 $ par le ministère de l'Environnement avait pour but de développer des initiatives communautaires autour du thème de l'autonomie alimentaire. On cherchait à mettre sur pied des projets qui allaient perdurer et dans lesquels la population serait investie. À ce niveau, le LAB peut dire mission accomplie puisqu'on comptabilise 7 500 heures bénévoles qui ont été investies pour la mise en place des différentes initiatives citoyennes.

On souhait aussi que des infrastructures nourricières voient le jour dans chaque municipalité de la Haute-Gaspésie, ce qui est aussi chose faite. On peut mentionner un jardin communautaire à Cap-Chat et une bibliothèque d'outils de jardinage aux Capucins ainsi qu'un bâtiment multifonctions à Cap-Seize.

Du côté de Sainte-Anne-des-Monts, la population a opté pour un parc nourricier et pour une serre communautaire du côté de Tourelle. À La Martre, une table de poissons a été aménagée en plus d'avoir accès à la plage alors qu'à Marsoui, le parc-école nourricier a été choisi comme projet.

Plus à l'Est, un caveau communautaire a été installé à Rivière-à-Claude pendant qu'on aménageait une serre collective à Mont-Saint-Pierre. Du côté de Mont-Louis, c'est plutôt un parc nourricier qui a été favorisé ainsi qu'un service de partage et de location d'équipement lourd de jardinage à Gros-Morne. Finalement, Madeleine a décidé de réaliser au pavillon agricole au Parc Briard.

En plus de ces projets, le LAB a créé 15 fiches, huit vidéos et six balados qui recensent l'ensemble des projets réalisés afin qu'ils puissent être reproduits. Les citoyens bénévoles qui ont mis la main à la pâte racontent leurs expériences et on y apprend comment chacun des projets ont été mis sur pied.

On peut d'ailleurs visiter le www.nourrirnotremonde.com pour consulter tous ces outils de transfert conçus dans le seul but de promouvoir l'autonomie alimentaire et aider les citoyens à se nourrir tout en s'entraidant et en utilisant les ressources que la terre a à offrir.

Le bilan de ces trois années d'efforts ont culminé par une rencontre publique regroupant une soixantaine de personnes dont le député de Gaspé, Stéphane Ste-Croix, le porte-parole du directeur de la santé publique gaspésienne, des élus locaux et différents intervenants du milieu.

Pour Rosie-Roch L'Allier, qui agissait à la co-coordination du LAB, les conclusions parlent d'elles-mêmes. Même si c'était tout un défi professionnel puisqu'il s'agissait d'un projet-pilote, nous sommes heureux du résultat puisqu'on a été au-delà de ce qui était demandé, notamment en créant un site web afin que la diffusion des connaissances acquises et transmises demeurent de façon permanente.

Il a aussi été observé pendant le projet que les citoyens se sont approprié l'initiative qui a mené à la concrétisation des différentes infrastructures. L'intérêt à s'impliquer dans des projets de ce type-là et à réfléchir plus largement sur la vie collective de leur communauté était remarquable. Ce qu'on souhaite maintenant, c'est de pouvoir poursuivre la mobilisation et l'accompagnement à un certain niveau pour s'assurer que le bénévolat ne s'essouffle pas , poursuit Rosie-Roch L'Allier.

Des formations ciblées dans d'autres comme MRC Rocher-Percé et Côte-de-Gaspé ont aussi été offertes pour la mise en œuvre de projets similaires; le but étant d'étendre l'intérêt pour l'autonomie alimentaire et la prise en charge collective des milieux de vie.

Retour à la table des matières

S’unir contre la faim dans la MRC des Maskoutains

LE COURRIER DE SAINT-HYACINTHE – 15 JUIN 2023 – P. 20

Par : Zineb Guennoun

20 Le Courrier de Saint-Hyacinthe | Jeudi 15 juin 2023 | lecourrier.qc.ca

société

S’unir contre la faim dans la MRC des Maskoutains

Zineb Guennoun | Le Courrier

Le 15 juin souligne la journée mondiale de la lutte contre la faim. Pour cette occasion, la Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC des Maskoutains (TCSA) tient à sensibiliser l’ensemble de la population maskoutaine au fait que les personnes vivant en situation d’insécurité alimentaire ont des besoins tout au long de l’année.

Depuis la pandémie, les organismes communautaires peinent à répondre à l’augmentation de la demande en denrées alimentaires. L’inflation et la hausse du coût de la vie ont exacerbé la situation puisque le nombre de personnes à demander l’aide alimentaire a fortement augmenté.

Bruno Dioma, organisateur communautaire du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est, souligne que « les personnes qui viennent demander l’aide alimentaire sont en forte croissance, mais en parallèle, les moyens dont disposent les organismes alimentaires ne suivent pas cette tendance ». D’après lui, les denrées alimentaires connaissent un certain déclin face à des besoins accrus. En cette journée de sensibilisation, les membres de la Table cherchent à inciter la population à se mobiliser dans le but de soutenir les services fournis par les organismes communautaires présents sur le territoire maskoutain.

Bruno Dioma, organisateur communautaire du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est, lors du lancement du projet Frigo sans faim à Saint-Hyacinthe l’été dernier. Photothèque | Le Courrier ©

LE DÉCLIN DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Bruno Dioma explique que le ralentissement constaté dans la réception de denrées alimentaires est principalement causé parles nouvelles applications et plateformes dont l’objectif est de réduire le gaspillage alimentaire qui sont disponibles sur le marché. « Les denrées alimentaires reçues proviennent principalement des producteurs locaux et des supermarchés, mais depuis la pandémie et ses retombées, ces donateurs font appel à ces nouvelles applications pour offrir une deuxième vie à leurs produits. En contrepartie, les organismes communautaires ne reçoivent pas suffisamment d’aide alimentaire pour pouvoir donner aux gens dans le besoin. »

M. Dioma n’est pas contre l’idée, mais trouve que ce nouveau revirement influence grandement les banques alimentaires. « D’un côté, donner une deuxième vie aux produits, c’est une bonne chose, ça contribue à lutter contre le gaspillage alimentaire, mais d’un autre côté, les banques alimentaires n’ont pas suffisamment de denrées pour subvenir aux besoins grandissants en insécurité alimentaire. »

TOUS CONTRE LA FAIM

Les organismes communautaires présents sur le territoire maskoutain prennent en charge les personnes en insécurité alimentaire de façon quotidienne, et ce, depuis plusieurs années, selon l’organisateur communautaire. Il rappelle également que c’est la première fois que la Table souligne cette journée pour susciter une prise de conscience concernant la nécessité de donner. « Continuer à aider les gens dans le besoin est au centre de nos préoccupations. On essaye de faire le tour de certains producteurs, mais on n’arrive pas à les atteindre tous. On invite toute personne bénévole à soutenir davantage cette cause afin de répondre à la demande. On cherche aussi à sensibiliser les producteurs locaux à soutenir, à encourager et à approvisionner les organismes communautaires.

Bruno Dioma a toutefois rappelé que le fléau de la faim, c’est une souffrance au quotidien. « Pendant le temps des fêtes, les gens donnent énormément, ils se mobilisent et répondent à ces initiatives, mais après, on dirait que la courbe s’inverse. On aimerait mettre en lumière que la faim, c’est une souffrance chaque jour. »

L’INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN QUELQUES CHIFFRES

L’insécurité alimentaire se définit par l’accès inadéquat ou incertain aux aliments en quantité ou en qualité. Celle-ci touchera 13 % de la population québécoise, selon une étude canadienne datant de 2021. Environ 12 000 personnes dans la MRC des Maskoutains sont aux prises avec l’insécurité alimentaire. ←

Marche avec Flavie à Saint-Valérien-de-Milton

30 000 $ amassés pour Opération Enfant Soleil

Adaée Beaulieu | Le Courrier

Plus de 500 personnes ont pris part à la marche organisée le 13 mai, au parc du Repos à Saint-Valérien-de-Milton, par la famille de Flavie Destandes, 10 ans, atteinte d’une maladie auto-immune rare qui s’attaque à ses reins. Cette initiative visait à amasser de l’argent pour Opération Enfant Soleil.

Au total, plus de 30 000 $ ont été amassés depuis l’annonce de l’événement sur Facebook et la création d’un site Web à la mi-mars.

Flavie a reçu son diagnostic en novembre 2022 et a été traitée à l’hôpital de Montréal pour enfants pendant deux mois. C’est à ce moment que l’équipe d’Opération Enfant Soleil a demandé à ses parents si sa photo pouvait être sur ses affiches et ils ont acquiescé. Par la suite, ils ont aussi eu l’idée d’organiser un événement localement, d’où la tenue de la marche. « Nous ne pensions jamais que ce serait aussi gros, mais avec quelques contacts dans la région et la page Facebook, ça a fait boule de neige », a déclaré sa mère, Pascale Lévesque.

Flavie était présente sur le plateau du téléthon d’Opération Enfant Soleil le 4 juin ainsi que de passage à *Salut Bonjour* cette même journée.

Pour donner, vous pouvez vous rendre sur le site Web d’Opération Enfant Soleil. ←

Plus de 500 personnes ont pris part à la marche avec Flavie, le 13 mai, à Saint-Valérien-de-Milton. Photo Adam Bolestridge | Le Courrier ©

LE DÉCLIN DES DENRÉES ALIMENTAIRES Bruno Dioma explique que le ralentissement constaté dans la réception de denrées alimentaires est principalement causé par les nouvelles applications et plateformes dont l'objectif est de réduire le gaspillage alimentaire qui sont disponibles sur le marché. «Les denrées alimentaires reçues proviennent principalement des producteurs locaux et des supermarchés, mais depuis la pandémie et ses retombées, ces donateurs font appel à ces nouvelles applications pour offrir une deuxième vie à leurs produits. En contrepartie, les organismes communautaires ne reçoivent pas suffisamment d'aide alimentaire pour pouvoir donner aux gens dans le besoin.»M. Dioma n'est pas contre l'idée, mais trouve que ce nouveau revirement influence grandement les banques alimentaires. «D'un côté, donner une deuxième vie aux produits, c'est une bonne chose, ça contribue à lutter contre le gaspillage alimentaire, mais d'un autre côté, les banques alimentaires n'ont pas suffisamment de denrées pour subvenir aux besoins grandissants en insécurité alimentaire.» TOUS CONTRE LA FAIM Les organismes communautaires présents sur le territoire maskoutain pren-nent en charge les personnes en insécurité alimentaire de façon quotidienne, et ce, depuis plusieurs années, selon l'organisateur communautaire. Il rappelle également que c'est la première fois que la Table souligne cette journée pour susciter une prise de conscience concernant la nécessité de donner. «Continuer à aider les gens dans le besoin est au centre de nos préoccupations. On essaye de faire le tour de certains producteurs, mais on n'arrive pas à les atteindre tous. On invite toute personne bénévole à soutenir davantage cette cause afin de répondre à la demande. On cherche aussi à sensibiliser les producteurs locaux à soutenir, à encourager et à approvisionner les organismes communautaires.

Bruno Dioma a toutefois rappelé que le fléau de la faim, c'est une souffrance au quotidien. «Pendant le temps des fêtes, les gens donnent énormément, ils se mobilisent et répondent à ces initiatives, mais après, on dirait que la courbe s'inverse. On aimerait mettre en lumière que la faim, c'est une souffrance chaque jour.» L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN QUELQUES CHIFFRES L'insécurité alimentaire se définit par l'accès inadéquat ou incertain aux aliments en quantité ou en qualité. Celle-ci toucherait 13 % de la population québécoise, selon une étude canadienne datant de 2021. Environ 12 000 personnes dans la MRC des Maskoutains sont aux prises avec l'insécurité alimentaire..

Retour à la table des matières

Champs d’action à l’international

La suspension de l'aide alimentaire à l'Éthiopie « punit des millions de personnes »

AFP (VIA JEUNE AFRIQUE) – 12 JUIN 2023 – SITE WEB

https://www.jeuneafrique.com/1452795/politique/la-suspension-de-laide-alimentaire-a-lethiopie-punit-des-millions-de-personnes/

Les décisions des États-Unis, puis du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU de suspendre leur aide alimentaire à l'Éthiopie en raison de détournements « punit des millions de personnes », a critiqué samedi 10 juin le porte-parole du gouvernement éthiopien.

Alors que plus de 15% de la population éthiopienne dépend de l'aide alimentaire, le gouvernement américain avait annoncé jeudi la suspension de son aide, en dénonçant une « opération généralisée et coordonnée de détournement. »

« Inacceptable »

Le lendemain, le PAM annonçait à son tour « cesser temporairement l'aide alimentaire », arguant aussi de « détournements de nourriture », tout en affirmant que « l'assistance nutritionnelle aux enfants, femmes enceintes et allaitantes, les programmes de repas scolaires et les activités de renforcement des agriculteurs et éleveurs » face aux chocs externes continueraient sans interruption.

Cette suspension de l'aide alimentaire « punit des millions de personnes », a réagi lors d'une conférence de presse le porte-parole du gouvernement, Legesse Tulu, qualifiant cette décision de « politique ». « Rendre uniquement le gouvernement responsable [des détournements] est inacceptable », a-t-il poursuivi.

Les autorités éthiopiennes, dans un communiqué commun avec l'USAID, avaient pourtant assuré jeudi soir qu'une enquête conjointe était en cours « afin que les auteurs de ces détournements rendent des comptes ».

L'aide déjà suspendue dans le Tigré
L'agence américaine avait déjà décidé en mai, en même temps que le PAM, de suspendre l'aide alimentaire à la région éthiopienne du Tigré, tout juste sortie en novembre de deux ans de conflit, en raison du détournement d'une partie de cette aide, « vendue sur le marché local ».

Environ 20 millions de personnes, soit 16% des 120 millions d'Éthiopiens, dépendent de l'aide alimentaire, estimait fin mai l'agence humanitaire de l'ONU (Ocha), en raison des conflits et d'une sécheresse historique dans la Corne de l'Afrique qui ont provoqué le déplacement de 4,6 millions de personnes à travers le pays.

L'Éthiopie accueille aussi sur son sol près d'un million de réfugiés venus majoritairement du Soudan du Sud, de Somalie et d'Érythrée. Depuis mi-avril, près de 30 000 personnes fuyant le conflit au Soudan ont également trouvé refuge dans l'est de l'Éthiopie.

Retour à la table des matières

Un responsable de la FAO souligne ‘’l’urgence de mettre fin au travail des enfants dans l’agriculture en Afrique’’

SUD QUOTIDIEN – 13 JUIN 2023 – SITE WEB

https://www.sudquotidien.sn/un-responsable-de-la-fao-souligne-lurgence-de-mettre-fin-au-travail-des-enfants-dans-lagriculture-en-afrique/#:~:text="Il%20y%20a%20plus%20d,travail%20des%20enfants%20en%20Afrique

(APS) – Le sous-directeur général et représentant régional de la FAO pour l’Afrique, Abebe Haile-Gabriel, a souligné ‘’l’urgence de mettre fin au travail des enfants dans l’agriculture en Afrique’’

‘’Il y a plus d’enfants travailleurs en Afrique subsaharienne que dans le reste du monde réuni. L’agriculture représente 82 pour cent de l’ensemble du travail des enfants en Afrique. C’est donc dans le secteur agricole africain que l’on décidera de mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes’’, a dit M. Haile-Gabriel, lors de la célébration, lundi, de la journée mondiale de l’enfance.

La majorité des enfants travaillent dans l’agriculture sans rémunération au sein de la cellule familiale. Ils aident la famille à joindre les deux bouts et on les retrouve dans les secteurs de la production végétale, de l’élevage, de la sylviculture, de la pêche et de l’aquaculture.

Le travail des enfants les empêche d’aller à l’école et compromet leur développement, a-t-il relevé.

À la FAO, ”nous avons élaboré un cadre pour mettre fin au travail des enfants dans l’agriculture qui constitue un guide pour les décideurs politiques’’, a indiqué Abebe Haile-Gabriel.

Selon lui, des efforts de sensibilisation ont mené à l’inclusion du travail des enfants comme domaine d’action prioritaire dans l’appel à l’action de Durban en 2022, qui a été approuvé par les représentants gouvernementaux, les organisations de travailleurs, les agences des Nations unies, la société civile et les organisations régionales.

‘’Nous avons également publié le mécanisme pour la prévention du travail des enfants dans l’agriculture, qui catalysera des partenariats et des investissements visant à renforcer les communautés rurales et à offrir aux enfants ruraux un avenir meilleur’’, a-t-il laissé entendre.

Le FAO a soutenu le Mali et le Malawi dans l’élaboration de leurs plans nationaux de lutte contre le travail des enfants, a t-il dit. En Ouganda, le soutien politique et institutionnel de la FAO a permis au gouvernement d’intégrer la prévention du travail des enfants dans les politiques nationales, a-t-il fait observer.

Au Cabo Verde, a-t-il fait savoir, un projet financé par l’Union européenne a permis à la FAO de mener une enquête nationale sur les pratiques en matière de pesticides, y compris l’exposition des enfants aux produits chimiques nocifs.

Le projet a conduit le ministère de l’Agriculture et de l’Environnement à identifier des alternatives aux produits chimiques dangereux et à promouvoir ces alternatives auprès des agriculteurs par le biais d’écoles d’agriculture de terrain.

‘’Nos écoles pratiques d’agriculture et d’apprentissage de la vie pour les jeunes (JFFLS) apportent directement de l’espoir aux enfants des zones rurales en promouvant une éducation de qualité, en leur permettant d’acquérir des compétences agricoles adaptées à leur âge qui contribuent à leur sécurité alimentaire’’, a t-il indiqué.

En Ouganda, a-t-il indiqué en guise d’exemple, ‘’notre équipe rapporte que les parents des élèves sont de plus en plus disposés à envoyer leurs enfants dans ces écoles plutôt qu’au travail’’.

Au Mali et au Burkina Faso, ‘’nous avons travaillé avec les autorités locales, l’Organisation internationale du travail (OIT) et l’Union européenne sur le projet +clear cotton+ afin de diversifier les moyens de subsistance des cultivateurs de coton pour augmenter leurs revenus, de sorte qu’ils n’aient plus besoin d’envoyer leurs enfants au travail’’, a renseigné Abebe Haile-Gabriel.

Il a ajouté que ‘’l’investissement a porté ses fruits. Les enfants souriants vont à l’école tandis que leurs parents sont aidés à se tourner vers l’aviculture et d’autres moyens de subsistance rentables’’.

‘’Malgré ces succès, a-t-il reconnu, il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre le travail des enfants dans l’agriculture en Afrique’’.

Il a estimé que les politiques de protection sociale qui peuvent être considérées comme un filet de sécurité sociale productif pour les plus vulnérables, doivent être renforcées, inclusives et garantir aux ménages ruraux des revenus suffisants et l’accès aux services de base afin d’atténuer la nécessité de faire travailler les enfants.

D’après lui, ‘’les écoles sans frais et les mesures d’incitation à la fréquentation scolaire, comme un repas nutritif quotidien, peuvent contribuer à garder les garçons et les filles à l’école’’.

“Ensemble, faisons plus pour mettre fin au travail des enfants dans l’agriculture. C’est une mission urgente et nous ne pouvons pas laisser tomber les enfants d’Afrique”, a-t-il insisté.

Retour à la table des matières

Un nouveau record de 110 millions de personnes déplacées de force, notamment à cause du climat
RDI – 14 JUIN 2023 – SITE WEB

https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230614-un-nouveau-record-de-110-millions-de-personnes-d%C3%A9plac%C3%A9s-de-force-notamment-%C3%A0-cause-du-climat

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a publié mercredi 14 juin son rapport annuel sur 2022, et son constat est édifiant, avec une série de tristes records : 108,4 millions de personnes ont été forcées de fuir leur domicile. En Afrique subsaharienne, on atteint là encore des chiffres sans précédent.

Selon le rapport du HCR, le nombre de déplacés en raison des conséquences du changement climatique a quasiment triplé, notamment à la Corne de l'Afrique, qui a connu la pire période de sécheresse de son histoire. Ici, des Somaliens déplacés en ce sens, dans un campement près de Dollow, le 19 septembre 2022.

Au total, le Haut-Commissariat des Nations unies (HCR) fait état de 16,5 millions de déplacés supplémentaires dans le monde. En Afrique subsaharienne, le nombre de réfugiés est stable, avec sept millions de personnes, le HCR a enregistré une hausse de 17% dans les déplacés internes. Les récents combats au Soudan ont encore aggravé une situation déjà rendue extraordinaire en 2022 par l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou la crise humanitaire en Afghanistan.

Jamais le nombre total de réfugiés fuyant leur pays ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays n'avait atteint un tel niveau, a souligné le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, dans son rapport annuel.

Réfugiés. Demandeurs d'asile. Déplacés internes.

Plus de 110 millions de personnes ont été déplacées de force dans le monde. ⬇️

📎 https://t.co/RAW5Ra2gSR pic.twitter.com/XtKsKV1jzr

— Le HCR en France (@UNHCRfrance) June 14, 2023
Sécheresses, inondations, tempêtes : des conséquences du changement climatique
La situation est très préoccupante pour les victimes de sécheresses, inondations, tempêtes : leur nombre a quasiment triplé, soit du jamais vu. L'année 2022 a été marquée par le phénomène la Niña, et un refroidissement dans l'est de l'océan Pacifique, entraînant une série de calamités.

La Corne de l'Afrique a connu la plus longue et plus forte sécheresse de son histoire avec cinq saisons des pluies consécutives sous la moyenne. Résultat : deux millions de déplacés en plus dans la région. Le bétail meurt, les éleveurs doivent devenir sédentaires ou changer de vie pour survivre, dit le rapport.

L'Ouest a lui été gravement impacté par des pluies trop fortes : les inondations ont touché des populations déjà déplacées par les conflits et l'insécurité alimentaire. Le Nigeria a dépassé la barre des deux millions, un record depuis une décennie, tout comme au Tchad, qui a connu les pires inondations depuis 30 ans.

« Un environnement plus hostile »
Newsletter
Recevez toute l'actualité internationale directement dans votre boite mail

Je m'abonne
Le Niger a enregistré près de 250 000 déplacés, quasiment le double de 2021. Quant au Mali, le chiffre a presque quadruplé.

Par ailleurs, neuf millions de personnes ont été déplacées à cause des conflits, réparties dans seulement une dizaine de pays. À lui seul, la République démocratique du Congo compte 44 % des déplacés subsahariens, soit 48 % de hausse nationale. Les groupes armés ont accentué leurs attaques en Ituri et dans le Nord-Kivu et Sud-Kivu avec la résurgence du M23.

Tous ces gens se heurtent à « un environnement plus hostile, en particulier en ce qui concerne les réfugiés, presque partout », a constaté le Haut-Commissaire Filippo Grandi, lors d'une conférence de presse à Genève.

Le rapport donne néanmoins de rares tendances positives, avec des baisses constatées en Éthiopie et au Soudan du Sud.

Retour à la table des matières

La 11e édition de la journée mondiale du lait pour une cohésion sociale au Burkina Faso

BURKINA 24 – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

https://burkina24.com/2023/06/15/la-11e-edition-de-la-journee-mondiale-du-lait-pour-une-cohesion-sociale-au-burkina-faso/#:~:text=Il%20est%20c%C3%A9l%C3%A9br%C3%A9%20le%201,sociale%20au%20Burkina%20Faso%20%3F%20%C2%BB.

La journée mondiale du lait est consacrée par les nations unies. Elle est célébrée chaque année au Burkina Faso. Cette année, elle a été placée sous le thème « filière lait local : quelles contributions des acteurs pour la promotion de la cohésion sociale au Burkina Faso ? »

Pour le Dr Denis Ouédraogo, ministre de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, « le lait est un élément important. Dans certaines traditions, le lait est comme la cola, c'est un signe d'amitié, de fraternité et d'acceptation. Voilà pourquoi les acteurs ont retenu ce thème, car le mieux vivre, le vivre ensemble a été perturbé par la situation sécuritaire ».

Il ajoute que la production du lait au Burkina Faso joue un important rôle dans le développement socioéconomique du pays car elle contribue à l'amélioration des revenus des ménages, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la lutte contre la pauvreté.

Dans la suite de ses propos, le ministre a indiqué qu'au Burkina Faso, « l'élevage est un moteur clé du développement durable de l'agriculture. Il contribue à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la réduction de la pauvreté et de la croissance économique avec plus de neuf millions de têtes de bovins » mais cela est toujours loin de satisfaire la demande en lait, a-t-il fait entendre.

Des actions sont toutefois menées par le ministère en charge des ressources animales pour promouvoir la filière lait a confirmé son premier responsable. En effet, l'organisation des acteurs de la filière lait, des campagnes de vaccinations, la promotion de la culture fourragère afin d'améliorer la qualité nutritionnelle des animaux, le dégagement des zones pastorales pour en faire des aires de pâturage des animaux sont autant d'actions envisagés par le ministère de l'agriculture a annoncé Dr Denis Ouédraogo.

Qui dit lait, dit transformation. Fatoumata Touré, responsable de laiterie dans la région du sahel et présidente régional des transformatrices du lait dans la région du sahel, était présente à cette 11e commémoration de la journée du lait. Elle a fait comprendre que la transformation du lait regorge de nombreuses potentialités mais beaucoup de difficultés sont rencontrées ces dernières années à cause de la situation sécuritaire.

« Nous avons des difficultés un peu partout à ce jour. Au niveau du lait, de sa transformation, de l'écoulement... nous n'avons pas de route. Il n'y a pas d'électricité ce qui nous handicape dans la transformation et la production » , a relaté Fatoumata Touré.

Elle a tout de même émis l'espoir que la filière lait parviendra à un rayonnement avec l'aide des uns et des autres. Pour cela, les fils du pays devraient marcher mains dans la main pour promouvoir la paix et la cohésion sociale.

Retour à la table des matières

Burkina Faso : Les atrocités des groupes armés islamistes se multiplient
HUMAN RIGHTS WATCH – 15 JUIN 2023 – SITE WEB

https://www.hrw.org/fr/news/2023/06/15/burkina-faso-les-atrocites-des-groupes-armes-islamistes-se-multiplient

Exécutions sommaires, pillages et incendies criminels sont commis en toute impunité

Vue aérienne d'un camp de personnes déplacées à Djibo, au Burkina Faso, le 26 mai 2022. Click to expand Image
Vue aérienne d'un camp de personnes déplacées à Djibo, au Burkina Faso, le 26 mai 2022. © 2022 AP Photo/Sam Mednick
(Nairobi) – Des groupes armés islamistes au Burkina Faso ont tué des dizaines de civils, pillé et incendié des biens, et forcé des milliers de personnes à fuir lors d'attaques menées à travers le pays depuis la fin de l'année 2022, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Les groupes armés ont également assiégé plusieurs villes, privant les habitants de nourriture, de services essentiels et d'aide humanitaire.

En avril 2023, le gouvernement militaire de transition du Burkina Faso, formé en octobre 2022, a annoncé une « mobilisation générale » dans le cadre d'un plan de reconquête des territoires saisis par les groupes armés islamistes.

« Les groupes armés islamistes font des ravages au Burkina Faso en attaquant des villages et des villes et en commettant des atrocités contre les civils », a déclaré Carine Kaneza Nantulya, Directrice adjointe de la division Afrique de Human Rights Watch. « Les autorités de transition devraient travailler avec les organismes régionaux et les gouvernements préoccupés pour fournir une meilleure protection et une assistance renforcée aux personnes en danger. »

Depuis 2015, les gouvernements qui se sont succédé au Burkina Faso luttent contre une insurrection islamiste qui se propage depuis le Mali voisin, et qui a fait des milliers de morts et provoqué le déplacement forcé de près de deux millions de personnes. Les combats se sont intensifiés ces dernières années, au point que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al-Qaïda, et, dans une moindre mesure, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) contrôlent désormais jusqu'à 40 % du territoire du Burkina Faso, selon la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'augmentation du nombre de victimes civiles et militaires et la perte de territoires tenus par le gouvernement ont provoqué deux coups d'État militaires au Burkina Faso depuis 2022.

Entre janvier et mai, Human Rights Watch a menée des entretiens en personne ou par téléphone avec 36 personnes, au sujet d'abus qui auraient été commis par des groupes armés islamistes dans les régions du Centre-Ouest, du Centre-Nord et du Sahel depuis le mois de novembre 2022. Il s'agissait notamment de 19 témoins d'abus, 4 membres de familles de victimes, 6 membres d'organisations de la société civile burkinabè et 7 représentants d'organisations internationales.

Aucun groupe armé n'a revendiqué ces attaques. Plusieurs témoins pensent néanmoins que les assaillants étaient des membres de groupes armés islamistes en raison de leurs méthodes d'attaque, du choix de leurs cibles, de leurs vêtements et de leurs turbans. Les personnes interrogées ont également fait état de déclarations de plusieurs assaillants, qui ont notamment ordonné aux habitants de quitter la zone. Ces dernières années, les groupes armés islamistes ont utilisé le déplacement de populations comme stratégie pour asseoir leur pouvoir et leur

autorité, et infliger des punitions collectives aux habitants des villages et des villes qui collaborent avec les autorités gouvernementales et les forces de sécurité.

Les autorités militaires se sont fortement appuyées sur les milices locales pour contrer ces attaques. En octobre 2022, elles ont lancé une campagne pour renforcer ces milices en recrutant 50 000 supplétifs civils, appelés Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). En réponse, des groupes armés islamistes ont attaqué des villages qu'ils accusent de soutenir les milices.

De décembre à janvier, des groupes armés islamistes ont attaqué à plusieurs reprises la ville de Dassa et ses environs dans la province du Sanguié, où se faisait le recrutement des milices, chassant les habitants de la région.

Un habitant de 46 ans a déclaré que des combattants islamistes avaient tué 12 hommes à Dassa le 26 janvier, apparemment en représailles au recrutement des milices dans la région. « [Les combattants islamistes] sont arrivés et ont demandé qui s'était inscrit comme VDP. [Les habitants] ont répondu : "Il n'y a pas de candidat parmi nous". [Les combattants] ont dit qu'ils savaient que des personnes s'étaient inscrites comme VDP. Après que les gens ont démenti, ils ont tué ces hommes et sont partis. »

Une femme de 27 ans a déclaré que des combattants armés qui circulaient à moto et portaient des ceintures de munitions ont pris d'assaut son village de Zincko, dans la province du Sanmatenga, le 4 janvier, et ont lancé un ultimatum aux habitants pour qu'ils quittent la région. « Ils nous ont donné 48 heures pour partir », a-t-elle déclaré. « Ils se sont arrêtés pour dire qu'une vague [de combattants] arriverait après-demain et qu'ils ne voulaient plus voir personne ici. »

Les groupes armés islamistes ont aussi assiégé plusieurs villes dans les régions du Sahel et de l'Est du Burkina Faso, et bloqué l'acheminement de nourriture, d'autres produits de première nécessité et d'aide humanitaire à la population civile, provoquant la famine et les maladies parmi les habitants et les personnes déplacées. Des familles de Djibo, dans la région du Sahel, ont raconté avoir dû nourrir leurs familles affamées avec des feuilles bouillies, pendant plusieurs jours.

Human Rights Watch a précédemment documenté divers abus commis par les groupes armés islamistes au Burkina Faso, notamment des exécutions sommaires, des viols, des enlèvements et des pillages. Les groupes ont également attaqué des élèves, des enseignants et des écoles.

Les forces armées du Burkina Faso et les milices pro-gouvernementales ont également commis de graves abus lors d'opérations contre des groupes armés islamistes. Human Rights Watch a enquêté séparément sur les meurtres et disparitions forcées de dizaines de civils depuis février, commis par des forces armées burkinabè présumées dans la région du Sahel.

Les combats entre les forces gouvernementales du Burkina Faso et les groupes armés constituent un conflit armé non international en vertu du droit de la guerre. Le droit applicable à ce type de conflit comprend l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et le droit coutumier de la guerre, qui s'applique aux groupes armés non étatiques aussi bien qu'aux forces armées d'un pays. Le droit de la guerre interdit les attaques contre les civils, les exécutions sommaires, les punitions collectives, le pillage et les incendies criminels, entre autres. Quiconque se livre à des violations graves des lois de la guerre avec une intention criminelle commet des crimes de guerre.

Dans une déclaration du 30 avril, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a condamné « les attaques terroristes dirigées contre les forces de défense et de sécurité et la population civile » et a souligné que « la responsabilité d'un État peut également être engagée en cas de tueries par des acteurs non étatiques s'il approuve, soutient ou acquiesce [à] ces actes ou s'il n'exerce pas la diligence requise pour empêcher ces tueries ou s'il ne veille pas à ce qu'il y ait une enquête en bonne et due forme ».

Les attaques répétées et impunies menées par des groupes armés islamistes contre des villages et des villes ont semé la peur au Burkina Faso, et entraîné des représailles.

« Les groupes armés islamistes ajoutent à la misère des civils pris au piège des combats en les privant illégalement de nourriture et d'aide humanitaire », a déclaré Carine Kaneza Nantulya. « La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ne devrait pas perdre de vue la situation alarmante au Burkina Faso, et devrait veiller à ce que les autorités militaires de transition mènent des enquêtes impartiales et poursuivent les membres des groupes armés islamistes impliqués dans ces atrocités. »

Informations complémentaires
Abus commis par des groupes armés islamistes de novembre 2022 à février 2023
Les témoignages et récits qui suivent s'appuient en grande partie sur des entretiens que Human Rights Watch a menés avec des habitants des villes et villages touchés par ces abus. Les noms des personnes interrogées n'ont pas été divulgués pour leur protection.

Dassa, province du Sanguié, région du Centre-Ouest, décembre 2022 à février 202

Deux habitants de Dassa, une ville où des milices ont été recrutées, ont déclaré que des groupes armés islamistes ont mené des attaques répétées et de plus en plus intenses contre la ville et ses environs à partir du mois de décembre, qui ont culminé avec plusieurs meurtres ayant poussé les habitants à fuir la région. Dassa se trouve dans la province du Sanguié, où il est avéré que le GSIM a mené des opérations et attaques.

Un homme de 46 ans a déclaré que des hommes armés avaient attaqué Dassa à deux reprises en décembre. Il a déclaré qu'autour du 15 décembre, « ils [sont venus] pour attaquer, brûler des magasins, mettre la main sur des tricycles, [et] prendre de la nourriture. ... Ils ont également pris possession d'un véhicule et sont partis dans la brousse ». Le 21 décembre, ils ont brûlé des boutiques, dont la sienne, « jusqu'aux tôles [ondulées] », a-t-il ajouté.

Le 26 janvier, des hommes armés ont attaqué Doh, un village situé à environ quatre kilomètres de Dassa, tuant 12 hommes, et blessant deux autres habitants. « Nous les avons retrouvés ensemble dans la même grange », a-t-il déclaré en décrivant le moment où, le lendemain, il a pu constater par lui-même les conséquences des exécutions sommaires.

Les hommes armés les avaient « amenés là », leur avaient dit de « d'abaisser la tête... vers le sol » et de « s'agenouiller l'un à côté de l'autre » avant de tirer. Il a expliqué que son frère, un pêcheur de 43 ans, avait été tué d'une balle dans la tempe et d'une autre dans la cuisse. Il a identifié les 11 autres victimes, tous des hommes, pour la plupart des agriculteurs et des propriétaires de magasins. Il a indiqué que les deux survivants avaient raconté aux habitants ce qui s'était passé.

Il a déclaré qu'en conséquence, « il n'y a plus personne » à Dassa et à Doh. « Tout le monde est parti. » Des hommes armés portant des vêtements couleur sable et des turbans ont de nouveau attaqué Dassa le 9 février et tué deux hommes. Un autre habitant, qui a assisté aux meurtres, a déclaré que les hommes armés avaient abattu son père de 50 ans et son frère de 27 ans. « Les terroristes sont arrivés et vu que nous avions très peur, nous avons tous pris la fuite », a-t-il déclaré. « Mais ceux qui n'ont pas pu s'enfuir ont tous été tués. » Il a indiqué que lui et sa famille avaient déjà été déplacés de Dassa vers la ville de Reo à la suite d'attaques de groupes armés islamistes. La faim les a forcés à retourner dans la région de Dassa à la recherche de nourriture, le jour de l'attaque.

« Nous étions en train de finir de prier et nous nous apprêtions à retourner à Reo... quand nous les avons vus », a-t-il déclaré. « Nous avons commencé à courir. Quand ils nous ont vus courir, ils ont commencé à tirer... sur nous tous. » Il a ajouté qu'il avait fait une embardée pour se mettre à l'abri dans un sillon. Quand il s'est finalement aventuré hors de son abri, il a trouvé les cadavres de ses deux proches. Son père avait été touché à la hanche et à la tête, son frère au cou et à la hanche.

Tougouri, province du Namentenga, région du Centre-Nord, novembre 2022

Des groupes armés islamistes auraient tué plusieurs civils en novembre 2022 à Tougouri, une ville située dans une zone où le groupe armé GSIM mène régulièrement des attaques et où les milices pro-gouvernementales opèrent en nombre important suite à une campagne de recrutement qui a eu lieu aux mois de novembre et décembre.

« Nous avons entendu des tirs qui venaient de nulle part », a déclaré un homme de 37 ans qui a été témoin d'une attaque en novembre 2022. Selon lui, les assaillants, vêtus de vêtements gris et de turbans, sont arrivés en grand nombre sur des motos et ont pillé la ville.

Une femme déplacée de 25 ans a déclaré que des hommes armés portant des turbans et des treillis militaires ont tué cinq hommes, tous des civils, lors d'une attaque sur le marché de Tougouri, début novembre. Human Rights Watch n'a pas été en mesure de vérifier si ces deux témoins décrivaient le même incident.

La femme a déclaré qu'elle était en train d'acheter du jus de fruit quand vers 16 heures, une centaine d'hommes armés qui circulaient sur des tricycles motorisés « ont encerclé le marché et ont commencé à tirer ». Elle a raconté qu'elle avait couru se cacher et qu'elle avait ensuite vu les corps des cinq hommes qui avaient été abattus. Tous présentaient des blessures par balle à la tête. Elle a précisé que les victimes n'étaient pas des membres de la milice – qui, selon elle, n'ont pas riposté ce jour-là – mais des propriétaires de magasins et des travailleurs de mines artisanales, tous des hommes, âgés de 25 à 45 ans. Elle connaissait l'un d'entre eux, Arouna B. [pseudonyme], un commerçant de 35 ans.

Elle a indiqué que les assaillants étaient restés en ville pendant environ deux heures et qu'ils avaient pillé du carburant et des sacs de riz. « C'était la débandade», a-t-elle déclaré. « Beaucoup [d'habitants] ont quitté la zone. Ceux qui n'ont pas pu partir rapidement sont encore là, mais la plupart des gens sont partis vers des villes plus importantes... où ils pensent qu'on est plus en sécurité ». Cette femme a fui avec sa famille vers la ville de Kaya après l'attaque.

Pissila, province du Sanmatenga, région du Centre-Nord, décembre 2022 à février 2023

Des groupes armés islamistes ont mené au moins trois attaques dans des villages de la ville de Pissila et autour de celle-ci entre décembre et février, tuant des civils dans une tentative apparente d'expulser la population. Pissila fait partie d'une zone où le GSIM a l'habitude de mener des opérations, des attaques et des raids.

Un habitant de Pissila âgé de 41 ans a déclaré qu'en décembre 2022, il avait vu une quarantaine d'hommes armés portant des turbans arriver à moto et commencer à tirer sur une antenne de téléphonie mobile à l'extérieur de la ville. Il se trouvait avec d'autres habitants sur une colline à environ 200 mètres de là pour essayer de capter le signal pour un téléphone portable. « Ils ont principalement tiré des coups de feu sur l'antenne, les panneaux solaires et les batteries. Cela a déclenché un incendie. »

Une commerçante locale âgée de 39 ans a déclaré que des hommes armés avaient de nouveau attaqué Pissila à la mi-décembre, incendié des magasins et volé des denrées alimentaires. Elle a expliqué qu'après l'attaque, elle et sa famille avaient fui la ville pendant la nuit.

En janvier, une quarantaine d'hommes armés circulant à moto et portant des treillis militaires et des turbans sont entrés dans le village de Dofinega, à environ 16 kilomètres de Pissila, et ont tué 17 hommes, a déclaré une femme qui a perdu trois de ses frères dans l'attaque.

Elle a déclaré être sortie de sa maison avec quatre autres femmes pour voir ce qui se passait. Elle a dit avoir vu six hommes armés qui avaient regroupé ses frères et quelques enfants dans un champ situé à une cinquantaine de mètres :

Les autres étaient des enfants, et [les hommes armés] [les ont épargnés et] ont choisi les adultes pour les exécuter... Ils les ont fait s'allonger ... à plat ventre... Les adultes les ont suppliés en leur demandant à être épargnés, mais les terroristes ont refusé. Ils les ont exécutés devant nous. Ils leur ont tiré une balle dans la tête.

Les hommes armés ont tué d'autres hommes ailleurs dans le village, dont un agriculteur et un éleveur. Elle a déclaré que les hommes armés avaient demandé aux habitants de partir pendant l'attaque : « "Vous n'avez plus le droit de rester ici !" ont-ils dit. » L'attaque a provoqué un exode massif du village. Elle dit avoir entendu dire que 1 500 personnes au moins s'étaient enfuies.

En février, une centaine d'hommes armés ont regroupé environ 60 habitants du village de Noaka, à une douzaine de kilomètres de Pissila, pour leur adresser un ultimatum afin qu'ils quittent la région, a déclaré une femme de 41 ans qui faisait partie du groupe. Elle a déclaré :

Vers 14 heures, [...] le bruit des motos et les tirs ont commencé. Les djihadistes [combattants islamistes] roulaient deux par deux et portaient des vêtements militaires. ... Ils ont tiré en l'air et ont regroupé les habitants. Ils ont essayé de regrouper ceux qui prenaient la fuite. ... Ils ont expliqué qui ils étaient... [qu'ils] étaient des djihadistes. ... Et ils ont donné leur ultimatum, de quitter Nouaka dans les trois jours, et que si [nous] n'obéissions pas, ils tueraient le maximum [de personnes] à leur prochaine visite.

Elle a indiqué qu'elle et sa famille avaient fui dès le deuxième jour, en emportant tout ce qu'elles pouvaient sur des charrettes. « Dès le premier jour, certaines personnes sont parties, le deuxième et le troisième jour aussi », a-t-elle déclaré. « Je ne pense pas qu'il reste qui que ce soit là-bas ».

Les premières incursions de groupes armés islamistes dans le village de Ouanobian, à environ 15 kilomètres au nord de Pissila, où les milices étaient basées, se sont produites en novembre 2022, selon une villageoise de 26 ans. Elle a déclaré qu'elle était occupée à moudre du grain pour le dîner quand elle a aperçu « un grand nombre de djihadistes qui arrivaient » en tirant des coups de feu en l'air. Elle a ajouté qu'elle s'était cachée dans sa hutte et que lorsqu'elle était sortie plus tard, elle avait pu « constater des magasins pillés, des animaux volés... En regroupant les petits ruminants [et] les bovins, [ils avaient volé] au moins 1 000 [animaux] ».

Une femme de 25 ans a déclaré qu'en décembre, une trentaine d'hommes armés portant des turbans et des cartouchières sur les épaules avaient tué deux de ses proches, Ousmane O., et Yacouba I. [pseudonymes], tous deux agriculteurs à Ouanobian et âgés respectivement de 70 et 65 ans : « J'ai vu les hommes armés les faire sortir de la maison où ils se cachaient, leur donner l'ordre de mettre les mains derrière le dos, puis l'un d'entre eux les a abattus ». Elle a déclaré qu'Ousmane avait reçu une balle dans la poitrine et Yacouba une balle dans l'estomac. Elle a ajouté qu'elle avait quitté Ouanobian sept jours après l'attaque avec d'autres membres de sa famille pour se rendre à Kaya, dans la province du Sanmatenga.

Elle a expliqué que vers la mi-janvier, des hommes armés portant des treillis militaires et des turbans étaient revenus à Ouanobian et avaient incendié sa maison. Elle a été témoin de l'attaque, qui s'est déroulée un vendredi vers 7 heures du matin et qui s'est déroulée selon un scénario identique :

Ils ont commencé à tirer en l'air. ... La colonne s'est dirigée vers notre enceinte et a tout brûlé. Ils nous ont mis dehors. Les quelques animaux qui étaient dans la cour, ils les ont détachés. [À l'aide] de briquets ils ont mis le feu... à la paille... Les entrepôts, les huttes : tout a brûlé ... les vêtements, la vaisselle, notre literie.

Zincko, province du Sanmatenga, région du Centre-Nord, décembre 2022 à janvier 2023

Des groupes armés islamistes qui seraient liés au GSIM ont mené au moins trois incursions dans le village de Zincko en décembre et au début du mois de janvier, pillant, tirant en l'air et demandant aux villageois de leur indiquer où ils pouvaient trouver des membres des forces de sécurité gouvernementales, selon plusieurs habitants. Ils ont finalement adressé deux ultimatums aux habitants pour qu'ils quittent le village et ont attaqué une patrouille de la milice qui se trouvait à proximité, selon des témoins. À la suite d'une fusillade, presque tous les villageois se sont enfuis.

Des hommes habillés de turbans et treillis militaires et arborant des drapeaux noirs avec des inscriptions non précisées se sont emparés de motos et de téléphones et pris de la nourriture lors d'une attaque sur le marché de Zincko un matin au début du mois de décembre, a déclaré une femme de 27 ans qui se trouvait sur le marché ce jour-là. Elle a raconté :

Quand les djihadistes sont arrivés sur nos marchés, ils ont commencé à tirer en l'air et les gens ont couru dans toutes les directions. Ils ont pris tout ce qu'ils voulaient... beaucoup de sacs de riz et des bidons d'huile de cuisine... des motos... des téléphones. [Ils ont aussi] incendié des magasins.

Elle a déclaré que le 1er janvier, des hommes armés étaient revenus pour l'interroger sur la présence des forces de sécurité et des milices, et pour acheter de l'huile de moteur.

Trois jours plus tard, des hommes armés qui portaient des « vêtements pour temps froid », munis de fusils d'assaut de type AK-47 et circulant à moto sont revenus et ont fait le tour de la ville pour adresser un ultimatum aux habitants et les enjoindre de quitter le village sous 48 heures. « Cela a duré une minute ou deux », a-t-elle déclaré. « Ils se sont arrêtés pour dire qu'une vague arriverait après-demain et qu'ils ne voulaient plus voir personne ici. »

Un autre habitant de Zincko a déclaré qu'une soixantaine d'hommes armés qui circulaient à moto et portaient des « vêtements pour temps froid » et des turbans étaient arrivés en ville en janvier et s'étaient divisés en groupes pour ordonner aux habitants de quitter les lieux sous 48 heures. Il a expliqué que le groupe d'hommes armés s'était divisé pour informer les habitants dans différentes parties de la ville : « C'est lorsqu'ils sont passés dans ma cour qu'ils m'ont donné l'information... en nous disant de partir dans les deux jours ». L'homme a fui avec sa famille le lendemain.

Vers 17 heures, un jour à la fin janvier, un groupe armé a attaqué une patrouille de miliciens à Zincko, selon une femme de 55 ans qui a été témoin de l'attaque et y a perdu deux membres de sa famille. Elle a déclaré que les forces de la milice étaient arrivées à Zincko en provenance de Mané ce matin-là pour rechercher et interroger plusieurs personnes. La fusillade a duré deux heures, a-t-elle ajouté, en précisant que sept membres de la milice et « de nombreux terroristes » avaient été tués.

Elle a déclaré que ses proches, Ousmanou B., septuagénaire, et Abdoulaye B., 31 ans, [les noms ont été changés] étaient tous deux des civils. Elle a expliqué qu'ils avaient été tués par des balles perdues :

Ousmanou était... à l'est du village.... [Il] était allé détacher son animal, un bœuf qu'il avait attaché quelque part pour le faire paître. C'est là qu'il a reçu une balle dans la poitrine. Nous sommes allés... le lendemain ... après le départ des VDP pour identifier les corps, et c'est là que nous l'avons trouvé.

Elle a expliqué qu'ils avaient trouvé Abdoulaye devant sa maison avec une balle logée dans le flanc droit.

Après cette fusillade meurtrière, a-t-elle ajouté, « il y avait tellement de corps qui n'avaient pas été enterrés que la vie n'était plus possible à cause de l'odeur. ... Tout le monde est parti ».

Arbinda, province du Soum, région du Sahel, janvier 2023

Le 12 janvier, des hommes armés ont enlevé plus de 60 personnes qui cherchaient de la nourriture dans le département d'Arbinda. Arbinda est situé dans une zone principalement contrôlée par le GSIM, mais où des combattants de l'État islamique dans le Grand Sahara ont également mené des attaques. Une semaine plus tard, l'agence d'information burkinabè a annoncé que les captifs – identifiés comme étant 39 enfants et 27 femmes – avaient été retrouvés.

Cinq survivantes ont déclaré que le 12 janvier, avec d'autres femmes et enfants des villages voisins, elles étaient parties dans la brousse, juste à l'extérieur d'Arbinda, pour chercher de la nourriture. Vers midi, dans la commune de Liki, une trentaine d'hommes armés circulant à moto, vêtus de treillis militaires et portant des turbans, les ont arrêtés.

Les ravisseurs ont emmené les femmes et les enfants et les ont fait marcher de Liki à Foubé, dans la région du Centre-Nord, à environ [130 kilomètres] de là, où ils ont été détenus pendant toute la durée de leur captivité. Les survivantes ont déclaré que même si leurs ravisseurs leur donnaient de la nourriture et de l'eau, elles passaient leurs journées en captivité dans la crainte de ce que leurs agresseurs pourraient leur faire et de ce qu'il adviendrait de leurs familles restées au pays.

L'une des femmes a déclaré que leur enlèvement n'était pas une première et qu'elle avait déjà vu des groupes armés dans la brousse pendant qu'elle cherchait de la nourriture, mais que jusqu'alors, les femmes avaient été épargnées ou renvoyées chez elles avec des menaces verbales pour s'être aventurées sur le territoire des groupes armés islamistes. « Depuis janvier 2022, les hommes ne peuvent plus sortir d'un périmètre d'un kilomètre autour d'Arbinda sans être attaqués par des terroristes », a-t-elle déclaré. « C'était plus facile pour les femmes de sortir, nous pouvions nous déplacer plus facilement que les hommes ».

Les habitants d'Arbinda sont aux prises avec une famine extrême, conséquence directe du siège imposé par les groupes armés islamistes. En novembre 2022, des habitants en manque de vivres ont vandalisé un entrepôt de céréales géré par l'État.

Siège de Djibo, province du Soum, région du Sahel

Les forces du GSIM assiègent la ville de Djibo depuis février. Ce groupe armé islamiste contrôle les routes d'accès à Djibo, le long desquelles il a placé des explosifs. Ils ont détruit les ponts, les infrastructures d'eau et de communication et empêché les livraisons de marchandises, isolant ainsi la ville du reste du pays.

Les habitants ne peuvent pas se déplacer librement et n'ont pas accès aux biens et services de base tels que la nourriture, l'eau, l'électricité et les soins de santé. Les prix ont tellement augmenté qu'ils ne sont pas en mesure d'acheter des denrées alimentaires de base et d'autres produits de première nécessité. Le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning Systems Network, FEWS), qui fournit des alertes et des analyses sur l'insécurité alimentaire extrême, a signalé que le prix du mil à Djibo avait augmenté de plus de 500 % par rapport à 2022 et que Djibo, dont le siège devrait se poursuivre, « fait face à un risque crédible de famine jusqu'en septembre 2023 ».

Une femme mère de cinq enfants, dont quatre sont atteints de handicaps physiques et psychologiques, a déclaré que ses enfants avaient souffert d'une faim extrême à Djibo depuis le début du siège. « Je n'avais que des feuilles pour nourrir mes enfants », a-t-elle déclaré. « Depuis mars [2023], je reçois une aide alimentaire du Programme alimentaire mondial, mais c'est insuffisant. ... Nous ne pouvons pas cultiver nos champs, nous ne pouvons pas quitter Djibo, nous sommes comme prisonniers ici. » Elle a expliqué qu'elle s'était réfugiée à Djibo après que des groupes armés islamistes ont attaqué son village de Friguidi, dans la province du Soum, en mars.

Une travailleuse humanitaire qui s'est rendue à Djibo de mars à mai a déclaré avoir trouvé « une ville morte », où « tout est paralysé, où le marché est vide, où tous les produits sont chers et où le réseau téléphonique est inexistant ».

Les attaques des groupes armés islamistes et les opérations contre-insurrectionnelles menées par les forces armées burkinabè autour de Djibo ont entraîné des déplacements massifs de population, poussant des milliers de personnes à chercher refuge à Djibo. L'organisation

humanitaire internationale Médecins sans frontières a déclaré qu'au début du mois de mai, « sur les 300 000 habitants [de Djibo], près de 270 000 sont déplacés, dont la moitié sont des enfants vivant dans des camps ou des familles d'accueil ».

Les communautés déplacées et les communautés d'accueil dépendent de l'accès à l'aide humanitaire pour survivre. En octobre 2022, la seule nourriture accessible aux habitants et personnes déplacées de Djibo étaient des feuilles sauvages. Human Rights Watch s'est entretenu avec cinq femmes déplacées qui ont déclaré avoir fui leurs villages à la suite d'attaques de combattants islamistes et s'être rendues à Djibo « seules », « traumatisées », « n'ayant rien emporté d'autre que mes vêtements », et avoir été forcées de « dormir à la belle étoile », en « mendiant de la nourriture ».

Une femme mère de neuf enfants, déplacée du village de Sê depuis 2018, a déclaré :

Pendant quatre jours [en décembre 2022] je n'avais plus que des feuilles pour nourrir ma famille. ... [Le quatrième jour], lorsque j'ai fait bouillir de l'eau avec des feuilles et que je l'ai donnée à mes enfants, ma fille de 3 ans m'a regardé dans les yeux et s'est mise à pleurer. J'ai pleuré avec elle. Je suis allée mendier de la nourriture. Un homme m'a donné un sac de riz que j'ai méticuleusement divisé en trois parties, et nous avons mangé cela pendant trois jours supplémentaires en attendant l'arrivée de l'aide humanitaire.

Retour à la table des matières